

Nouvelle montée du mouvement des femmes



*Ernest Mandel
théoricien
militant*

Une société future en débat...

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

juillet 2020 n° 676

Femmes

- Nouvelle montée du mouvement des femmes Commission femmes de la IV^e Internationale 3

Notes de lectures

- J-L. LAVILLE & M. RIOT-SARCEY, *le Réveil de l'utopie* Didier Epszajn 12

Alternative en débat

- Proposition d'un débat d'élaboration Jan Malewski 13
- Notes féministes pour penser notre projet de société Commission femmes de la IV^e Internationale 15
- Notre projet de société future Commission LGBTIQ de la IV^e Internationale 16
- Quelques notes écosocialistes pour contribuer à notre débat sur la société future Commission écologie de la IV^e Internationale 18

Écosocialisme & Lutte écologique

- Produisons moins, partageons mieux, décidons ensemble Conférence écosocialiste 2020 22
- L'étincelle à la recherche de la poudrière Déclaration internationale des surréalistes 23

Dossier Ernest Mandel (1923-1995)

- L'œuvre d'Ernest Mandel, un héritage important pour le combat révolutionnaire au XXI^e siècle Manuel Kellner 25
- L'économie d'Ernest Mandel, hier et aujourd'hui Michel Husson 30
- Ernest Mandel et l'écosocialisme Michael Löwy 36

Sri Lanka

- Non à la répression policière des antiracistes ! Bureau exécutif de la IV^e Internationale 35
- Déclaration sur les prochaines élections au Sri Lanka Bureau exécutif de la IV^e Internationale 35

**Pour que inprecor puisse continuer
Faites le connaître !
Faites des abonnements !**

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - 55 EUR (1 an)
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

**Vous pouvez acheter vos livres et revues
et même vous abonner à *inprecor* sur internet :
www.la-breche.com**

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

Nouvelle montée du mouvement des femmes



« Pour changer les conditions de vie, nous devons apprendre à les voir à travers les yeux des femmes. »

Léon Trotsky (1)

Par la Commission femmes de la IV^e Internationale*

Ces dernières années, nous avons vécu une nouvelle montée des mouvements féministes qui, dans un certain nombre de pays, ont pris un caractère massif et, parallèlement, une participation et un leadership accrus des femmes dans de vastes mouvements de protestation de masse et dans des soulèvements populaires. De ce point de vue, compte tenu des différents paradigmes de lutte de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle ou des années 1960 et 1970, et de son développement en même temps que d'autres processus de mobilisations internationales massives, nous considérons qu'une nouvelle vague du mouvement des femmes est en cours, qui aura un effet durable sur les formes et exigences de la lutte des classes.

1. LE CONTEXTE

Le texte de notre 17^e Congrès mondial a souligné le chaos et la crise géopolitique générale qui existent aujourd'hui. Cette crise affecte particulièrement les femmes et est en train de produire un retour en arrière généralisé par rapport à ce qu'on appelle souvent la « révolution la plus longue » qui a fait

accroître les droits des femmes au cours du siècle passé.

Cette contradiction entre, d'un côté, les aspirations des (jeunes) femmes à une vie qui vaut la peine et, de l'autre, l'aggravation de la situation actuelle est à la base de la nouvelle montée des mobilisations des femmes et explique le caractère souvent global des plateformes qui ont émergé ainsi que le développement de la grève féministe des femmes comme méthode d'action symbolisant un rejet du système dans son ensemble.

1.1 Néolibéralisme

La mondialisation capitaliste, la financiarisation et l'internationalisation croissante des chaînes de production ont réduit la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des politiques économiques dans l'intérêt collectif des classes dirigeantes. Les pays impérialistes s'efforcent encore d'assurer des conditions favorables à l'accumulation du capital, mais le capital mondial fonctionne plus indépendamment qu'auparavant. Les crises financières de 1997 et 2007-2008 ont révélé les contradictions inhérentes à la mondialisation capitaliste avec des conséquences majeures – politiques, sociales et structurelles – dont l'explosion de la dette.

Le chômage, le sous-emploi et l'emploi précaire, la réduction massive des services de base (logement, éducation, aide sociale, etc.), ainsi que les crises agricoles, ont eu un impact massif sur la capacité de survie de millions de personnes.

Tout cela a particulièrement un impact sur les femmes, tant dans le travail salarié que non salarié. Les femmes sont plus nom-

* La nouvelle montée des mobilisations des femmes et féministes de ces dernières années est un fait incontournable. En juillet 2019, la Commission femmes de la IV^e Internationale a organisé un séminaire international, qui a entamé le processus de rédaction d'une résolution devant être discutée à la réunion de mars 2020 de notre Comité international, pour souligner notre appréciation positive de cette recrudescence. La pandémie de Covid-19 a empêché la tenue de notre réunion. Nous pensons néanmoins qu'il est utile de publier la résolution telle qu'elle était à la fin de 2019, sachant qu'une nouvelle version lors de notre réunion au début de 2021 tiendra compte de l'état de la mobilisation que nous avons constatée depuis lors et en particulier de la manière dont la pandémie Covid-19 a mis en évidence l'importance du travail des femmes dans la sphère publique et privée.

1. Article de Léon Trotsky, publié le 14 août 1923 dans la *Pravda*, cité par Pierre Broué, *Trotsky*, chapitre XXVII (https://www.marxists.org/francais/broue/works/1988/00/PB_tky_27.htm#_edn1). Publié en anglais sous le titre « Against Bureaucracy, Progressive and Unprogressive », dans *Problems of Everyday Life*, Monad Press, New York, 1979, p. 65.



breuses à occuper des emplois précaires, des emplois dans le secteur informel ou dans des secteurs où le chômage a grimpé en flèche. La dégradation des services publics augmente la quantité de travail domestique nécessaire pour reproduire le foyer – travail dont une part disproportionnée revient aux femmes.

1.2 La montée de l'extrême droite, le fondamentalisme religieux, l'autoritarisme, l'anti « *idéologie du genre* »

La montée de courants fondamentalistes d'extrême droite, autoritaires et religieux, souvent liés, mais pas toujours identiques, a des conséquences spécifiques et néfastes pour les femmes.

Le renouvellement de la droite radicale renforce une poussée réactionnaire qui vise à saper les droits des femmes et des personnes LGBTIQ, l'avortement, le droit de la famille et la chasse aux sorcières contre les personnes LGBTIQ. Ils ciblent particulièrement les femmes qui subissent à la fois le racisme et le sexisme.

Dans de nombreux pays occidentaux, ils utilisent la propagande islamophobe, en particulier contre les femmes musulmanes. Les agressions contre les femmes portant le voile se multiplient.

Alors que certains mouvements attaquent clairement les femmes et les personnes LGBTIQ, souvent en présentant l'homosexualité et les droits LGBTIQ comme des exportations impérialistes, d'autres utilisent l'homonationalisme et le fémonationalisme : sous prétexte de défendre les femmes et les personnes LGBTIQ, ils attaquent des groupes comme les migrants ou les musulmans, les accusant de viol ou affirmant que l'islam est contre l'homosexualité. Par conséquent, l'extrême droite peut connaître des tensions entre ceux qui veulent faire appel au sexisme

et à l'hétérosexisme de leur base et ceux qui instrumentalisent les droits des femmes et des LGBTIQ au service de l'islamophobie et des préjugés anti-immigration. Cependant, en fait, ils se renforcent mutuellement.

Ces pratiques imposent des rapports de pouvoir oppressifs sur le corps et la vie des femmes. Les codes juridiques religieux dépendent fortement de la famille et de la ségrégation des rôles entre les sexes qui mettent en danger la vie des femmes.

D'autres courants d'extrême droite émergent comme fondamentalisme religieux dans toutes les « *grandes* » religions ou comme fondamentalisme « *religieux national* ». Ils influencent des gouvernements aussi importants que les États-Unis et le Brésil et jouent un rôle central dans certains pays d'Europe de l'Est. Qu'ils soient évangélistes ou catholiques extrémistes, les courants chrétiens font des ravages en Amérique latine et en Afrique avec des politiques profondément réactionnaires à l'égard des femmes – notamment sur la question de l'avortement et du droit des femmes à choisir – et des LGBTIQ avec une idéologie antigendre qui cherche à soutenir les rôles traditionnels masculin et féminin et attaquer les LGB et particulièrement les trans. Le monde musulman n'a pas de monopole, mais une dimension internationale particulière, avec des mouvements « *transfrontaliers* » comme l'État islamique ou les talibans. Les mouvements théofascistes ont recours à la violence sexuelle systématique contre les femmes et les mineurs dans les territoires qu'ils contrôlent, principalement sous forme de viol et d'esclavage sexuel. Ils s'en servent pour recruter des membres et lutter contre d'autres groupes.

Le conservatisme néolibéral qui vise à renforcer la famille patriarcale a considérablement augmenté la violence contre les femmes. Outre l'impunité dont jouissent les

auteurs de ces violences, la réduction de l'aide matérielle à celles qui en sont victimes crée un environnement social qui encourage la violence masculine.

1.3 Catastrophe climatique

La catastrophe climatique annoncée pour l'avenir est déjà présente dans de nombreuses régions du globe.

Les peuples autochtones, les paysan·e·s et les jeunes sont à l'avant-garde des luttes environnementales et les femmes jouent un rôle de premier plan dans ces trois secteurs. Cette situation est le produit de leur oppression spécifique, et non de leur sexe biologique – comme l'ont montré les écoféministes non essentialistes. Le patriarcat impose aux femmes des fonctions sociales directement liées aux « *soins* » et les place à l'avant-garde des défis environnementaux.

Les femmes produisent 80 % de la nourriture de base dans les pays du Sud, elles sont donc directement confrontées aux ravages du changement climatique et de l'agro-business. De même, elles assument la plupart des tâches liées à l'éducation des enfants et à l'entretien de la maison et sont donc directement confrontées aux effets sur la santé et l'éducation de la destruction de l'environnement et de l'empoisonnement de leurs communautés. L'auto-organisation des victimes du chaos climatique et leur défense font partie de la lutte climatique, les femmes dans leurs communautés sont au cœur de ces mobilisations.

1.4 Migration massive

Il y a d'importants déplacements de population : 250 millions de migrant·e·s internationaux, 750 millions de migrant·e·s internes (personnes déplacées...) souvent en raison de changements économiques structurels avec des disparités régionales importantes. Il y a aussi des déplacements permanents dus aux guerres, et maintenant au changement climatique. Les deux tiers des migrations internationales se font entre des pays ayant un niveau de développement comparable.

La migration des femmes dans un contexte de crise aggrave et accroît l'oppression et l'impact de l'exploitation des femmes. Le contexte est l'appauvrissement extrême et la perte des droits. Les femmes émigrent à la recherche de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et leur famille, ou en raison de persécutions politiques, de genre ou à la suite de guerres. Dans ce contexte, les femmes sont confrontées à la discrimination sexuelle, au racisme et à l'ex-

ploitation. Les femmes souffrent également de « nouvelles » formes de travail qui s'apparentent pratiquement à l'esclavage : l'enfermement, la prostitution et la traite des êtres humains.

Les pays industrialisés pourraient facilement accueillir des migrant-es, mais ils/elles sont souvent devenus la cible de campagnes xénophobes. Cela a des conséquences particulièrement importantes pour les femmes, car les lois répressives sont utilisées pour briser les liens familiaux.

1.5 Crise de la reproduction

Le capitalisme a toujours dû assurer la reproduction de la main-d'œuvre sans laquelle il ne pourrait fonctionner : la reproduction de la main-d'œuvre est partie intégrante du cycle de valorisation du capital.

La forme patriarcale de la famille capitaliste, renforcée par les notions de « *salairé du chef de famille* », assignant aux femmes au sein de la famille la responsabilité des tâches de reproduction, a permis au capitalisme d'assurer cette reproduction au moindre coût pour lui-même.

Il s'agit d'un processus inégal, non seulement parce que la croissance du capitalisme lui-même a été inégale, si bien qu'aujourd'hui nous voyons des vestiges précapitalistes subsister dans certaines parties du monde, mais aussi parce que, pour des raisons économiques et politiques, différents modèles se sont développés dans différentes situations.

Lorsque le capitalisme a eu besoin de la masse des femmes pour faire partie de la main-d'œuvre salariée, notamment dans le boom d'après-guerre des pays capitalistes avancés, il a été contraint, de différentes manières selon les rapports de forces et la nature précise de l'économie locale, de fournir certains services par le biais de l'État : éducation, santé, logement, garderies, etc. Ce travail, considéré comme féminin parce qu'il correspond au rôle des femmes au sein de la famille, était et est faiblement rémunéré et exécuté en très grande majorité par des femmes, souvent issues de minorités ethniques et/ou migrantes.

Mais comme le capitalisme est entré dans une profonde crise économique, il a été contraint de s'attaquer à ces mêmes services par l'austérité, tout en cherchant à maintenir les femmes dans le travail salarié, mais en essayant de réduire davantage leurs salaires et leurs conditions. Les contradictions ainsi déchaînées ont alourdi le fardeau de nombreuses femmes, les obligeant à faire le travail que l'État avait auparavant assumé. Elles ont poussé de nombreuses femmes à

quitter le marché du travail ou à occuper des emplois encore plus précaires. Ils ont également créé une demande croissante pour des femmes encore moins bien payées et plus précaires – y compris sans-papiers – pour faire ce travail afin de permettre à d'autres femmes de garder leur place sur le marché du travail. Cette situation fait peser une charge de plus en plus lourde sur les autres femmes de la famille de ces femmes migrantes, car ce sont celles-ci qui doivent s'occuper des familles restées dans le pays d'origine. Cela pose également une contradiction pour les États capitalistes avec leur désir de limiter la migration.

2. QUELS SONT LES FACTEURS QUI ONT PROVOQUÉ CETTE MONTÉE ?

2.1 Acquis des vagues précédentes

Les nouvelles générations ont pu profiter – de façon inégale mais combinée au niveau mondial – des acquis obtenus par le mouvement des femmes et LGBTIQ des vagues précédentes : d'abord au niveau des droits formels, des lois, de l'accès des femmes à l'éducation et à la santé, ensuite au niveau des droits et des libertés reproductifs et sexuels, des ouvertures dans le monde professionnel, académique, culturel, politique et des médias. Dans plusieurs pays, des tendances féministes socialistes ont lutté avec succès dans – et avec – le mouvement ouvrier pour améliorer le droit du travail.

2.2 Féminisation du travail

Les femmes travaillent partout plus que les hommes... mais une partie de leur travail est invisibilisée. (Dans les pays du Sud global, les femmes travaillent en moyenne 9h20 par jour pour 8h07 pour les hommes, mais elles ne sont payées que 5h10 pour 6h40 pour les hommes. Femmes et hommes effectuent donc respectivement 4h10 et 1h30 non payées. Au Nord, les chiffres pour les femmes et les hommes sont respectivement de 8h10 et 7h40 de travail quotidien dont 3h30 et moins de 2h non payées.) Les femmes continuent d'assumer plus de trois quarts du travail de soin non rémunéré dans le monde.

Néanmoins, les femmes accèdent de plus en plus au marché du travail mondial même si l'écart avec les hommes persiste.

De 1980 à 2008, 552 millions de femmes ont intégré le marché du travail. Au niveau mondial, 4 travailleurs sur 10 sont des femmes. Dans cette période il y a une

hausse importante de la main-d'œuvre féminine en Amérique latine : d'un quart à un tiers en Amérique centrale et à deux cinquièmes en Amérique du Sud.

Dans des zones traditionnellement de moindre emploi des femmes, comme l'Afrique du Nord, le pourcentage a augmenté de 20 à 26 % ; et en Asie occidentale de 23 à 27 %. Le pourcentage n'a pas beaucoup bougé en Afrique subsaharienne et en Europe de l'Est et Asie centrale où il dépassait déjà 40 %, de même qu'en Afrique australe : 40 %. Cette tendance continue mais s'est affaiblie.

Et elles accèdent à des emplois de moindre qualité !

Partout les femmes subissent davantage le temps partiel imposé. Ce sous-emploi peut atteindre jusqu'à la moitié de l'emploi féminin total. Au niveau mondial, près de la moitié des travailleuses occupent ce que l'OIT appelle un « *emploi vulnérable* » notamment dans les entreprises agricoles, dans l'artisanat, le commerce. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, elles sont plus de 70 %. (Le sous-emploi peut atteindre jusqu'à 40 ou 50 % de l'emploi féminin total : 52,4 % à Madagascar, de 35 à 40 % au Bangladesh, en Éthiopie et en Indonésie, plus de 25 % au Salvador, au Nicaragua et au Paraguay.)

La mondialisation néolibérale a profondément changé la structure de l'économie et des emplois.

Globalement, l'emploi s'est déplacé en vingt ans de l'agriculture vers l'industrie, puis vers les services qui emploient environ la moitié de la main-d'œuvre.

Un quart de la main-d'œuvre féminine mondiale travaille encore dans l'agriculture, qui reste la première source d'emploi des femmes en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Mais les politiques économiques favorisent les secteurs orientés vers l'exportation, masculins pour la plupart, au détriment des cultures vivrières. Les femmes constituant la majorité des petit-e-s exploitant-e-s agricoles du monde, leur situation est encore fragilisée.

La présence des femmes dans l'industrie s'est affaiblie depuis 1995. En général, elles sont concentrées dans les secteurs comme le textile et l'habillement. Dans les zones économiques spéciales (zones franches) les industries destinées à l'exportation embauchent une majorité de femmes souvent très jeunes et conjuguent bas salaires et absence de protection sociale, conditions de travail dramatiques et violences sexistes.

De 1995 à 2015, la part des services dans l'emploi des femmes est devenue majoritaire dans le monde. Partout les fem-

Femmes

mes sont cantonnées dans certains secteurs d'activité : commerce dans les pays à revenu intermédiaire, santé et éducation dans les pays à revenu élevé. Globalement, la forte concentration des femmes est associée à une haute fréquence du travail à temps partiel et à la faiblesse relative des rémunérations, surtout dans la vente, le nettoyage et la restauration. Leur surreprésentation dans la santé, l'éducation et le travail social est en lien direct avec les stéréotypes de genre qui dévalorisent les qualifications requises dans ces branches. Mais plus généralement s'y imposent la flexibilité et des conditions spéciales de pénibilité incluant la capacité à assurer une multiplicité de tâches et l'implication émotionnelle, des « *qualités typiquement féminines* », qui dessinent de nouvelles formes de servilité.

L'écart de salaire entre les femmes et les hommes, en moyenne mondiale, est évalué à 23 %. Près de 40 % des femmes ne cotisent pas à la protection sociale. Conséquence, 200 millions de femmes ayant atteint l'âge de la retraite ne disposent d'aucune pension. Au total 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes.

La « *féménisation* » du travail concerne l'ensemble des travailleur-es.

Elle doit s'entendre non seulement comme l'augmentation de la participation numérique des femmes au marché du travail mais aussi dans le sens où, sous les coups des politiques néolibérales, les conditions caractéristiques de la situation des femmes au travail – précarité, instabilité, vulnérabilité, sous-emploi, absence de droits et de protection sociale, bas taux de syndicalisation... – ont tendance à s'étendre à l'ensemble du prolétariat. La précarisation de l'emploi ne cesse de progresser, elle concerne près de la moitié de l'emploi total. Tout comme la part de l'économie informelle qui concerne plus de six travailleur-es sur dix et quatre entreprises sur cinq dans le monde.

Les frontières entre travail rétribué et repos tendent à s'effacer – comme dans le travail de reproduction (il faut être au service des patrons 24h sur 24) – ainsi que celles entre vie personnelle et vie professionnelle. On requiert la mise à l'œuvre de capacités et caractéristiques attribuées aux femmes comme la belle présence, la séduction, le soin aux relations, l'empathie, le multitâches... au service de l'entreprise.

2.3 Augmentation de la violence sexiste

La violence à l'égard des femmes, socialement construite et naturalisée par l'État, bénéficie de l'impunité. Les décès violents

s'intègrent dans un réseau complexe de discrimination et d'exploitation des femmes, fondées sur leur sexe, mais aussi par classe sociale, appartenance ethnique, situations à risques multiples, marginalité, insécurité, militarisation, migration, etc.

Plus d'un tiers des femmes du monde subissent au cours de leur vie des violences sexuelles ou physiques. (Chiffres OMS 2013 : 35,6 % au niveau mondial, Afrique 45,6 %, pays d'Europe à PIB faible ou moyen, 27,2 % ; dans les pays d'Europe à PIB élevé, 32,7 %.) La majorité des femmes tuées le sont par un partenaire ou un ex. On assiste à une escalade des crimes sexistes encore aggravée par la crise de 2008. L'indépendance économique, psychologique et sexuelle croissante des – jeunes – femmes, les rend objet de « *représailles* » de la part des membres masculins de leur famille. Les crimes de haine pour « *corriger* » le comportement des femmes, lesbiennes, trans et hétéros et de toutes celles et ceux qui « *trahissent* » les codes conservateurs sont légitimés par les propagandistes de droite politique et religieuse.

L'ordre néolibéral mondial déstabilise l'ensemble des sociétés et des rapports sociaux. En particulier la destruction des services publics et des protections sociales impacte les structures familiales, alourdissant les tâches et responsabilités de soin qui pèsent sur les femmes. En même temps elle réduit les possibilités d'échapper à la violence alors que les politiques d'austérité tendent à réduire le financement des centres et des refuges qui accueillent les femmes victimes de violences.

Le féminicide, aujourd'hui reconnu comme l'une des formes extrêmes de violence de genre, est le meurtre et la mort de femmes résultant des diverses formes de violence : physique, sexuelle, psychologique, familiale, professionnelle, institutionnelle. Cette nouvelle forme de violence extrême apparue à l'origine à Ciudad Juarez au Mexique en 1993, s'est étendue dans tout le pays et est maintenant reconnue comme un phénomène mondial et régional en Amérique latine. Le slogan *Ni Una Más !* inventé par les femmes mexicaines, devenu 22 ans plus tard le slogan *Ni Una Menos* des femmes argentines – et repris aujourd'hui dans la région et dans le monde – est la preuve tangible de la persistance et de l'augmentation de cette forme de violence misogynne et machiste, de l'impunité et des violations des droits humains. Dans de nombreux pays, les femmes s'organisent pour rechercher leurs filles disparues et demander justice à l'État dans les affaires de féminicides. En reprenant les noms des victimes, ces campa-

gnes deviennent souvent emblématiques.

Le mouvement *#MeToo*, qui a explosé aux États-Unis, a eu un impact mondial. Les femmes ont pris la parole pour dénoncer le harcèlement sexuel dans différentes sphères culturelles, professionnelles, sociales et le harcèlement au travail. Elles ont brisé le silence, ce qui a montré les obstacles qu'elles rencontrent en le faisant dans des cadres formels, et cela a également défendu la légitimité de la dénonciation publique.

Une nouvelle génération de jeunes féministes a réagi à la violence sexuelle dans les universités en se confrontant aux autorités universitaires et en exigeant des réponses et des moyens pour faire face à ces agressions sexuelles.

Dans de nombreux pays, les femmes disparaissent pour être utilisées comme esclaves sexuelles par les réseaux de traite et de crime organisé.

Dans de nombreux conflits, le viol est utilisé comme arme de guerre. Il poursuit des motifs divers, de l'humiliation communautaire à l'épuration ethnique, en passant par la terrorisation des populations civiles.

La tendance à réduire la main-d'œuvre, du fait de la mondialisation capitaliste, accroît la migration des femmes et des enfants (y compris des enfants voyageant seuls). Le taux de chômage des femmes migrantes est plus élevé que celui des hommes. Leurs conditions de travail et d'emploi sont liées aux rôles traditionnels des femmes. Cela les rend plus vulnérables aux violences sexuelles, aux disparitions, à la prostitution, à la traite, à l'extorsion, à la séparation d'avec leur famille (beaucoup voyagent avec des enfants), à la détention arbitraire, à la maladie, aux accidents et aux féminicides. Comme elles sont souvent responsables des enfants qui voyagent avec elles, elles deviennent une double cible et les difficultés augmentent parce que leur statut de travailleuses sans papiers rend plus difficile l'obtention d'un emploi ou de services pour elles et leurs enfants.

Au cours des deux dernières décennies, sous la pression du mouvement féministe pour exiger que l'État assume ses responsabilités et crée de nouveaux cadres juridiques pour faire face aux violences, beaucoup de pays ont introduit lois et politiques publiques pour lutter contre les inégalités et la violence contre les femmes et les féminicides. Pourtant, dans la réalité elles n'ont pas réussi à éliminer la violence. Au contraire elle augmente en même temps qu'elle devient visible grâce à l'énergie et la détermination des femmes pour la dénoncer.

Les obstacles auxquels se heurtent les femmes victimes de violence dans l'accès à

la justice sont liés à la discrimination sexuelle, aux préjugés d'infériorité des femmes et aux stéréotypes qui soutiennent une culture et une idéologie systémiques. Les militantes, les défenseuses des droits humains, des féministes qui luttent pour la défense des femmes victimes de violence sont confrontées à l'hostilité et aux menaces, criminalisées et, dans certains cas, contraintes à l'exil.

2.4 Le rôle accru des femmes dans la société et dans les mouvements sociaux

Les femmes ont toujours participé activement dans les mouvements de contestation de l'ordre établi, les révoltes pour le pain (ou son équivalent), les batailles contre l'exploitation et les tyrannies. Mais c'est dans ces dernières décennies que les femmes comme sujet politique ont surgi clairement au premier plan des mobilisations de toute sorte. Des batailles environnementales et de défense de leur territoire, dirigées par des femmes paysannes et indigènes, mais aussi au sein des mouvements urbains, contre l'action prédatrice et dévastatrice des multinationales sur les questions de la terre et de l'eau ; dans les luttes pour les droits humains et contre la répression étatique et paramilitaire, les mobilisations contre le racisme et la criminalisation/exclusion des migrant-es...

Citons-en seulement quelques-unes : Maxima Acuña et sa bataille contre les activités minières au Pérou ; Berta Caceres, défenseuse des droits humains au Honduras ; Alaa Salah, dirigeante de la révolte démocratique au Soudan ; *Black Lives Matter* aux États-Unis ; Greta Thunberg dans le jeune mouvement global *Fridays For Future* contre le bouleversement climatique ; Dayamani Barla, au Jharkhand en Inde, à la tête d'une mobilisation de masse contre la plus grande compagnie de l'acier ArcelorMittal ; le Conseil pastoral des femmes Maasai au Loliondo, qui dirige les luttes pour la terre ; *Mujeres Unidas y Activas* (MUA), une organisation de base d'immigrées latinos à San Francisco Bay, qui a joué un rôle clé dans l'approbation en 2013 de la loi sur les droits des travailleur-es domestiques.

Les femmes mènent les résistances des communautés, comme la marche des femmes qui revendique la protection des terres, de la santé et de l'éducation, appartenant à plus de 100 peuples autochtones au Brésil. Ou le rôle prépondérant des femmes autochtones en Équateur révoltées par les mesures économiques visant à mettre fin aux subventions aux carburants, qui ont un impact sur leur vie quotidienne.

Il y a donc une croissance notable de la participation et du leadership des femmes dans le mouvement social et politique, entrant pleinement dans le processus politique national comme ce fut le cas au Brésil contre Bolsonaro, aux États-Unis contre Trump, en Équateur contre le FMI et dans d'autres pays contre les multiples attaques des politiques néolibérales.

Si on regarde de plus près, on voit qu'il s'agit de luttes liées à la question de la défense de la vie, de la reproduction sociale dans le sens écologique, économique, social, culturel et parfois spirituel.

Ces luttes s'accompagnent d'une prise de conscience par les participant-es de l'inégalité de genre régnant dans leur propre milieu comme dans la société en général. La violence masculine structurelle envers les femmes en devient d'autant plus insupportable.

La nouvelle montée féministe et le rôle accru des femmes dans les mouvements sociaux ont permis l'apparition de nouvelles figures politiques féminines. L'élection d'Ada Colau ou de notre camarade Teresa Rodrigues dans l'État espagnol, des nouvelles représentantes – non blanches – de la gauche des Démocrates aux États-Unis, comme Alexandria Ocasio Cortez et Rashida Tlahib, ou Marielle Franco au Brésil en sont quelques exemples.

2.5 Antécédents de la nouvelle vague

Au cours de la vague précédente du mouvement des femmes, des efforts ont été faits pour la coordination internationale. À la fin des années 1970, la Campagne internationale pour le droit à l'avortement a été fondée, elle a évolué et est devenue le Réseau mondial des femmes pour les droits reproductifs, toujours actif. Les premières Rencontres féministes en Amérique latine et dans les Caraïbes ont eu lieu en Colombie en 1981, elles sont biannuelles et toujours actives. Cette conférence a décidé de marquer le 25 novembre comme journée de lutte contre les violences faites aux femmes, cette date a été adoptée en 1995 par l'ONU comme la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence est née en 1998 à la suite de la Conférence des Nations unies sur les femmes de Beijing en 1995, mais elle s'oriente en direction des femmes populaires et de l'action de rue. Elle a connu un certain succès pendant la période des Forums sociaux et existe encore dans certains pays. Ces différentes tentatives de coordination internationale ont coïncidé avec des

moments de montée des mouvements sociaux au niveau international et ont souffert du même déclin que ces mouvements. Cependant, l'ONGisation du mouvement des femmes a permis la poursuite d'une certaine coordination internationale. Il y a eu des rencontres internationales des femmes rurales sur la question de la souveraineté alimentaire (Nyeleni – Mali 2007) et le positionnement féministe croissant de Via Campesina, le principal réseau international paysan qui s'est développé.

En même temps, toutes les révoltes ou révolutions sociales qui ont éclaté au cours des dernières décennies ont vu une forte participation de femmes qui ont développé leur propre cadre d'analyse et d'action au sein de ces mouvements : de la loi des femmes dans le mouvement zapatiste à la présence des femmes dans les mouvements de la place Tahrir, Occupy, 15M, dans le « *printemps arabe* » et l'exemple éclatant des femmes combattantes kurdes. Dans tous ces mouvements il ne s'agit plus de prioriser les luttes, anticoloniales, anticapitalistes, démocratiques, antiracistes et antipatriarcales les unes par rapport aux autres, mais au contraire commence à se dégager clairement un féminisme intersectionnel qui aborde l'ensemble des oppressions de façon combinée.

2.6 Féminisme libéral ou réformiste dépassé

Pendant ce temps, dans plusieurs pays hautement industrialisés qui avaient connu un certain degré d'État-providence pendant le boom de l'après-guerre, le féminisme libéral et réformiste est devenu un sous-produit de la deuxième vague féministe.

Le féminisme réformiste se caractérise par l'intégration de revendications féministes et souvent de militantes dans des partis sociaux-démocrates et d'autres partis réformistes, notamment lorsqu'ils sont au gouvernement local ou national, en adoptant des politiques et finançant des projets inspirés par le mouvement des femmes mais avec peu ou pas d'auto-organisation.

Le féminisme libéral se centre sur la féminisation des entreprises, des administrations et de la culture dominante, sans en remettre en cause le caractère de classe et de « race » et au contraire en agissant comme alibi à l'exploitation d'autres couches sociales : migrantes, racialisées, pauvres... C'est ce que Nancy Fraser appelle le « *lean in feminism* » (le féminisme intégré et utile au système) et qui a servi de frein pendant une certaine période pour que de nouvelles générations et d'autres couches de femmes non privilégiées s'identifient au

Femmes

féminisme. Il a fait naître de nombreuses illusions quant à l'idée d'une intégration progressive des femmes – de quelles femmes ? – dans les instances dirigeantes en brisant le fameux « *plafond de verre* ».

Dans les pays dits du tiers monde se développait le phénomène de l'ONGisation, c'est-à-dire le conditionnement et la neutralisation progressive des mouvements de femmes à l'intérieur des ONG et dans le cadre des rendez-vous de l'ONU, financés et professionnalisés par celles-ci au détriment de leur radicalité et de l'autogestion.

Vu l'aggravation des conditions de vie et la précarisation, suite à la crise de 2008, contrairement à ces illusions gradualistes, les mouvements nés dans les années 2010 se sont développés en nette opposition à cette approche.

3. QUELLES SONT LES SPÉCIFICITÉS DE CE MOUVEMENT ?

Le cycle actuel de mobilisations a ses propres caractéristiques, dérivées du contexte dans lequel il se déroule. D'une part, nous trouvons des questions spécifiques à la période historique (de la crise de la gauche, des sujets politiques, de l'individualisme néolibéral qui se glisse dans toutes les sphères, de la méfiance envers le politique, de la perte et des retrouvailles avec le stratégique, etc.) et, d'autre part, nous nous retrouvons avec nos propres formes de lutte, avec une nouvelle grammaire du mouvement féministe. Nous partons de l'idée qu'en ce moment le mouvement féministe est un mouvement créatif qui est capable de mettre sur la table de nouveaux débats et de nouveaux outils pour changer le monde.

3.1 Extension géographique

Les mobilisations ont parcouru toute la planète, acquérant une plus grande pertinence en Amérique latine et à la périphérie de l'Europe. L'Argentine, le Brésil, l'Espagne et récemment le Mexique sont à la tête de ces mobilisations qui se sont étendues à d'autres pays. La lutte pour le droit à son propre corps, pour le droit de décider et la dépénalisation de l'avortement ainsi que la lutte contre la violence machiste (et en particulier contre le féminicide et la violence sexuelle) ont été les principaux axes de mobilisation.

La grève féministe est devenue un axe central d'articulation du mouvement féministe au niveau international, s'étendant à toute la planète. Mais le plus important est

de comprendre comment cette grève féministe rejoint un moment où les femmes sont en première ligne, comme avant-garde, des résistances aux politiques néolibérales, et de comprendre que ces résistances ont leur forme propre dans chaque territoire. Aux États-Unis, elle s'articule autour du rejet de Trump. En Afrique du Nord et dans les régions arabes, le rôle que jouent les femmes dans les mobilisations sociales et politiques est indéniable.

La lutte contre la violence machiste a également réussi à articuler le mouvement au niveau international, en se reconnaissant mutuellement, de l'Amérique latine à l'Inde et l'Europe. Des initiatives telles que #MeToo se distinguent par leur dimension médiatique, mais cette reconnaissance mutuelle et l'accent mis sur la violence sexuelle vont au-delà de ces initiatives, dans un travail continu pour rendre visible, dénoncer et s'organiser face à une telle violence.

3.2 Nouvelles générations

L'irruption des jeunes femmes dans les mobilisations s'accroît, et ces nouvelles générations apportent avec elles une nouvelle façon de comprendre le féminisme et le travail politique, à partir de leur propre expérience personnelle de la violence quotidienne machiste. Dans bien des cas, la participation de la jeunesse s'est accompagnée d'une remise en question du féminisme institutionnel hégémonique, les mobilisations naissant d'une crise des réponses apportées par ce féminisme à nos problèmes et besoins.

Cela n'est pas nouveau dans le mouvement féministe, où ce qui est personnel a toujours été politique, mais cela a à voir avec la manière dont les jeunes générations s'identifient à la politique et se construisent comme sujets, dont elles réaffirment leur identité personnelle et collective, ce qu'elles exigent des espaces d'auto-organisation du mouvement, construisent des espaces de mutualisme féministe, etc. Tout cela renvoie à la nécessité d'un sujet féministe qui réponde aux défis actuels, qui intègre ces exigences, qui se questionne, qui se réinvente, etc.

3.3 Nouvelles préoccupations

Cette attention à la personne découle de nouvelles préoccupations telles que le besoin de soins dans des espaces d'auto-organisation, concernant des détails liés à la prise de décision et à la manière de débattre, de construire des espaces inclusifs et participatifs... et aussi dans ce qui concerne chacune d'entre nous : la pertinence des aspects affectifs et sexuels, des identités de genre,

de l'expression de notre manière de vivre notre identité, de la nécessité de valoriser notre vie quotidienne, de repenser la manière dont nous sommes en relation les unes avec les autres. Il s'agit en fin de compte de mettre notre vie au centre, de l'importance des affects, des soins, des débats sur la maternité, sur tout ce qui touche à notre corps et à notre sexualité, sur la façon dont nous utilisons notre temps, etc. Ces réflexions peuvent avoir des dérives postmodernes (avec la perte stratégique qui en résulte), mais à d'autres occasions elles contribuent à placer au centre des questions qui ont été présentes jusqu'alors, mais sans trop de place, dans le féminisme et généralement absentes des autres mouvements sociaux et politiques.

De nouvelles préoccupations surgissent également dans la mesure où de nouveaux sujets ont fait leur apparition sur la scène sociale et politique, comme le mouvement transgenre, et réclament leur place. Ce n'est pas qu'ils n'existaient pas avant, c'est qu'ils ont aujourd'hui une plus grande visibilité politique obtenue par leur propre trajectoire en tant que mouvement.

Il y a aussi le souci d'incorporer et de donner de la visibilité aux femmes qui n'ont pas eu un rôle visible, en intégrant la question raciale/ethnique aux côtés de l'identité et/ou de l'orientation sexuelle, ainsi que d'autres questions comme le handicap, la maladie mentale, les personnes âgées, la ruralité versus la ville, etc.

3.4 Nouvelles méthodes de lutte – la grève féministe

La grève féministe apparaît comme la nouvelle méthode de lutte de ce cycle de mobilisations, non seulement pour son pouvoir articulateur mais fondamentalement parce qu'elle implique de questionner et d'élargir la grève comme outil de lutte. La grève féministe vient rompre avec la division entre le productif et le reproductif, en soulignant les liens entre les deux, et surtout en mettant l'accent sur le reproductif comme stratégie pour mettre la vie au centre.

La grève classique n'a jamais été indépendante de la grève reproductive : pour maintenir une grève il faut des provisions, dans une grève générale insurrectionnelle il faut articuler des mécanismes d'approvisionnement, de reproduction de la vie, d'organisation de la vie autrement. De longues luttes révèlent en partie nombre de ces problèmes, comme la grève des mineurs britanniques de 1984-1985, qui a également vu l'auto-organisation des femmes de ces communautés pour soutenir la grève. En fait, ce potentiel



de la grève pour construire un pouvoir alternatif, pour constituer une société parallèle avec des formes d'organisation des travailleur-e-s dans chacune des sphères de la vie, a besoin de cette dimension de reproduction. Cependant, elle n'a jamais été visible en tant que telle.

La grève féministe vient repenser la grève comme un outil incorporant non seulement ce qui jusqu'à présent était invisible mais aussi en mettant sur la table ce qui a été élaboré par le mouvement féministe.

L'initiative de la grève internationale des femmes en 2017 a donné lieu à une nouvelle proposition d'articulation internationale, avec des impacts multiples et divers et dans les contextes spécifiques du mouvement féministe dans chaque pays. La montée de la mobilisation des femmes au cours des dernières années a des expressions organisationnelles très diverses, dans certains pays fortement enracinés dans les revendications et les luttes des communautés et nationalités autochtones.

3.5 Nouvelles compréhensions théoriques (théorie de la reproduction sociale, écoféminisme)

Les contributions de l'écoféminisme anticapitaliste et de l'économie féministe théorisent comment le capital se heurte à la vie et comment le féminisme, en réorganisant les temps et le travail, est capable de rompre avec cette logique et de questionner le système (ou l'ensemble des systèmes d'oppression), en proposant une autre façon de se relier à la nature, de définir et de satisfaire nos besoins essentiels. Ceci rejette l'équation faite par l'écoféminisme « *essentialiste* » selon laquelle les femmes ont une relation spéciale avec la nature parce qu'elles donnent naissance. La manière dont le capitalisme a historiquement répondu à son besoin d'assurer la reproduction de la main-d'œuvre, l'affectation des femmes à ce tra-

vail reproductif, rend les femmes plus conscientes des besoins de la vie et des limites et bases matérielles. La théorie de la reproduction sociale se développe sur ce point, sur le besoin du capitalisme en travail reproductif, sans tomber dans le piège des théoriciens du « *salaire pour le travail domestique* ».

Le travail, les temps, le corps et le territoire/nature deviennent donc les éléments centraux des théories en cours d'élaboration qui partent de ce qui a été appris en étant en première ligne face aux attaques néolibérales (précarisation de la vie, privatisations, dégradation de l'environnement...) et d'un effort théorique pour étendre la critique du capitalisme, à l'accumulation du capital, à la dimension reproductive, etc.

4. QUELLE EST SON IMPORTANCE STRATÉGIQUE ?

Ces dernières années, le rôle du mouvement international des femmes a considérablement changé. À l'heure actuelle, il ne peut plus être compris uniquement comme une question sectorielle (demandes et propositions qui touchent une partie spécifique de la population), mais il y a une tentative d'exprimer une certaine totalité. En tant que féministes et marxistes, nous devons analyser ce changement, lui donner l'importance qu'il mérite et réajuster notre compréhension stratégique du mouvement féministe.

4.1 Leadership de la résistance des classes dominées dans leur ensemble

Comme nous l'avons vu ailleurs dans ce document, le nouveau mouvement féministe émerge dans un contexte de forte crise de la reproduction sociale. On sait comment la panique économique et financière de 2007/2008 a servi d'excuse pour déployer toute une série de mesures visant la restaura-

tion du taux de profit par la socialisation des risques du processus d'accumulation (socialisation des pertes par le rachat par l'État de la dette privée, entre autres mécanismes) et la reprévisation des risques du processus de durabilité de la vie : réduction des aides sociales, privatisation de pans importants des systèmes de santé et des soins de dépendance, augmentation du coût de la scolarité, hausse générale du coût de la vie, etc.

Les conséquences immédiates de ce double processus sont au nombre de deux : la généralisation et l'aggravation des conditions de précarité de la vie, qui touchent de plus en plus de personnes et dans des situations plus cruciales, réduisant la marge entre précarité et exclusion ; et l'apparition d'une crise de reproduction sociale dans les pays du Nord global, similaire à celle qui existait déjà dans les pays du Sud, liée au phénomène de « *périphérisation du centre* ». Ce sont les femmes qui ont enduré la crise et tissé les filets de sécurité de dernier recours, souvent au prix de leur propre épuisement et de la limitation à vie de leurs possibilités de devenir des êtres pleins et autonomes. C'est sur ces marges, dans les espaces liés à la reproduction sociale et à la pérennité de plus en plus précaire de la vie, que se déroulent actuellement les principales batailles et qu'un nouveau cycle de luttes s'organise.

On parle donc non seulement d'une montée du mouvement féministe, mais aussi d'un phénomène de « *féménisation de la contestation* ». D'une manière générale, il y a cinq domaines dans lesquels les femmes mènent les luttes et les résistances : les luttes pour les services publics (et, en Europe, contre le démantèlement des États-providence) ; les luttes pour un logement décent ; les luttes pour la souveraineté alimentaire et le droit au territoire (qui se sont croisées ces derniers mois avec les nouveaux mouvements pour la justice climatique et contre l'extractivisme) ; les luttes pour l'amélioration des conditions de travail et l'obtention de droits dans ce qui était jusqu'à présent les « *marges du marché du travail* » mais qui, dans la phase actuelle de crise capitaliste, s'étendent et se normalisent constituant de plus en plus la norme (secteurs précaires, au noir éventuellement, géographiquement déplacés, etc.), ainsi que dans les emplois reproductifs ; et les résistances aux nouveaux néolibéralismes.

Les conséquences de la conjonction entre cette « *féménisation de la contestation* » et la consolidation du mouvement féministe comme vecteur mobilisateur fondamental dans de nombreux pays, capable d'éclater dans des moments de fort reflux et de dissolution de liens sociaux, porteur d'in-

Femmes

tutions profondément anticapitalistes, sont multiples. L'une des principales est que la dynamique de mobilisation permanente et de réseautage a fait du féminisme une école de formation militante pour de nombreuses femmes, qui se politisent rapidement et peuvent intervenir dans d'autres domaines, générant des références féminines et des femmes fortes qui exercent divers modèles de leadership. D'autre part, il convient de souligner l'articulation de revendications et de luttes concrètes qui ne sont pas strictement féministes mais beaucoup plus globales : contre les frontières comme espaces de massacres humanitaires systématiques, contre la destruction de terres par l'agriculture industrielle, notamment l'élevage, et les multinationales extractivistes, pour la défense des libertés civiles contre les gouvernements d'extrême droite ou autoritaires, pour la réponse et la résistance aux politiques d'ajustement structurel, etc. Le programme de la grève internationale des femmes dans les différents pays en donne une bonne idée.

4.2 Cela nous amène-t-il à reconsidérer notre compréhension stratégique du rôle du mouvement des femmes ?

Nous sommes d'accord avec l'intuition, de plus en plus répandue au sein du mouvement des femmes, que les perspectives féministes sont un point de vue privilégié pour analyser les conditions de l'exploitation contemporaine. Nous pourrions ajouter qu'elles constituent aussi un point de vue privilégié pour expérimenter de nouvelles formes d'organisation et de lutte. Ce qui est certain, c'est que tout ce qui a été analysé jusqu'à présent a des conséquences stratégiques importantes. Ainsi, nous soutenons que les grèves féministes et les grèves des femmes peuvent être considérées comme une expérience centrale pour penser l'organisation, non seulement des femmes, mais de la majorité de la classe ouvrière. D'autre part, la manière dont s'articulent les mobilisations féministes pour le droit à l'avortement ou contre le féminicide et la violence machiste ouvre tout un champ de confrontation directe avec l'État de classe et ses institutions : justice, armée, etc.

Le mouvement féministe permet un processus de démocratisation de l'outil de grève susceptible d'avoir des conséquences à long terme, rompant avec le monopole des bureaucraties syndicales sur la légitimité de l'appel à la grève. Les deux dernières journées du 8 mars ont permis à une couche non négligeable de travailleuses d'organiser

une grève, dans de nombreux cas pour la première fois de leur vie. La confiance en soi, l'autonomisation, l'expérience accumulée et les réseaux établis par des milliers de femmes peuvent signifier un saut qualitatif pour toute la classe qui ne peut être évalué qu'avec le temps. L'autre élément de démocratisation est l'organisation de la grève dans les secteurs trop souvent oubliés par le syndicalisme traditionnel, tels que les soins ou la consommation, qui avaient pourtant de l'importance dans le mouvement ouvrier du début du siècle : les grèves contre le coût élevé de la vie ou des loyers en sont un bon exemple. En ce sens, la démocratisation de la grève nous permet de faire l'expérience de cet outil en marge du marché du travail que nous avons évoqué précédemment ; cela renforce l'idée que ces activités sont aussi et surtout du travail.

L'utilisation de l'outil de grève, la centralité des luttes pour la reproduction sociale, l'aspiration à comprendre les processus de production et de reproduction comme un tout intégré, et son fonctionnement comme vecteur de politisation et de radicalisation des masses, font de ce nouveau mouvement féministe un processus de subjectivation de classe en soi. À l'échelle mondiale, le mouvement féministe redéfinit les antagonismes et devient une lutte de classe féministe. Le potentiel des femmes à remplir ce rôle dans le moment historique actuel ne dépend pas d'une identité essentielle, mais de notre rôle dans le processus de reproduction sociale, qui fait coïncider nos intérêts avec ceux de l'humanité.

Cela ne veut pas dire que jusqu'à présent le féminisme n'a pas été lié à la lutte des classes, ni que le marxisme et le féminisme sont devenus une seule chose, annulant l'autonomie de ce dernier. Mais, dans le contexte actuel de crise capitaliste, les formes historiquement concrètes de reproduction du capital détruisent la durabilité sociale de la vie dans de plus en plus de régions du monde et sont incompatibles avec les revendications féministes fondamentales, faisant que toute conscience féministe finit par se confronter aux piliers de l'accumulation capitaliste.

Un des défis stratégiques du présent est de réfléchir à la façon dont le féminisme permet la redécouverte de slogans tels que le partage des emplois – cette fois-ci au pluriel –, la réduction drastique de la journée de travail liée à la socialisation du travail reproductif, de repenser quels emplois sont socialement nécessaires, mais aussi quelles activités économiques devraient cesser parce qu'elles sont destructrices pour les personnes ou la planète. Face à l'irrationalité capitaliste et au gaspillage de ressources et d'é-

nergie humaine qu'elle génère, il faut parier sur une réorganisation des travaux dans un sens écosocialiste et féministe. C'est une tâche fondamentale dans la phase où nous sommes. Les processus d'accumulation et la crise de la gouvernance néolibérale ont ouvert un nouveau cycle virulent et souvent violent qui cherche à redéfinir les mécanismes d'exploitation, de domination et d'oppression. Contester cette redéfinition sera un élément clé de son résultat.

5. QUELLE EST NOTRE ORIENTATION ET QUELLES SONT NOS TÂCHES AU SEIN DU MOUVEMENT ?

Nous sommes partisan-e-s de la construction d'un vaste mouvement inclusif de masse et nous luttons pour préserver l'unité la plus large possible, mais cela ne signifie pas pour autant que nous ne luttons pas pour une orientation politique du mouvement.

5.1 Des revendications qui répondent aux besoins des plus opprimé-es/exploité-es tout en construisant l'unité entre (a) la plus large résistance des femmes contre la droite, (b) le féminisme pour les 99 % (grèves des femmes, etc.) et (c) les révolutionnaires.

Bien que les revendications fondamentales des droits des femmes soient dans l'intérêt de toutes les femmes, faire en sorte qu'elles deviennent une réalité pour toutes les femmes signifie que nous devons prêter attention aux demandes de financement et de ressources nécessaires pour qu'elles deviennent une réalité même pour les femmes les plus défavorisées et marginalisées. Ainsi, alors que nous luttons, par exemple, pour obtenir des gains juridiques concernant le droit à l'avortement ou pour que justice soit rendue aux femmes victimes de violence, nous devons également lutter pour obtenir des ressources pour les services de santé, juridiques et de conseil qui aident les femmes à y accéder. Nous devons également lutter pour le droit d'accéder à ces services, sans discrimination à l'égard des femmes pour des raisons de statut juridique, de ressources, d'origine ethnique ou migrante, de sexualité ou d'identité sexuelle.

Nous luttons donc pour que les revendications des groupes les plus marginalisés soient défendues par le mouvement dans son ensemble, ainsi que contre les comportements discriminatoires au sein même du mouvement.



Dans le même temps, nous luttons pour démontrer dans la pratique que le système actuel est incapable de satisfaire réellement les demandes des femmes, de sorte que l'organisation des femmes est un processus continu de politisation et de radicalisation.

5.2 L'action de masse auto-organisée

Ce processus de politisation et de radicalisation est également renforcé par l'expérience de l'auto-organisation à la base, que ce soit dans les quartiers, les zones rurales, les lieux de travail ou les lieux d'étude. Nous mettons donc l'accent sur l'action collective, organisée par les acteur-es concerné-es. Lorsque des campagnes sont lancées par de petits groupes ou collectifs de femmes féministes, nous luttons pour les orienter vers la masse des femmes dans les quartiers, les lieux de travail, etc. en popularisant les revendications par des moyens appropriés (dépliants, théâtre de rue, flash mobs, discussions ouvertes, pétitions, réseaux sociaux) et en proposant des actions (occupations, manifestations, etc.) qui sont ouvertes à toutes les femmes et favorisent la participation de celles-ci. Lorsque le contact avec les institutions est nécessaire, nous luttons pour que les représentantes soient choisies démocratiquement et pour qu'elles soient tenues de rendre compte aux femmes concernées dans le cadre d'un forum démocratique.

La proposition de grève féminine/féministe permet une telle orientation de l'action de masse pour s'adresser à toutes les femmes, sur les lieux de travail, dans le secteur informel, à la maison, en abordant tous les aspects de la vie des femmes dans le travail tant productif que reproductif. Nous appelons les hommes à soutenir la grève des femmes, en assumant – au moins pour le 8 mars – le travail invisible de soins afin que leurs partenaires, amies et collègues ne soient pas limitées dans leur participation à

toutes les actions prévues durant cette journée. Sur les lieux de travail, cela signifie participer à la grève pour le faire. En tant que marxistes révolutionnaires, nous expliquons aussi, et nous espérons montrer dans la pratique, le poids de l'action collective sur les lieux de travail dans la lutte pour construire un rapport de forces favorable.

5.3 Importance de la coordination internationale

Dans un monde où nos opposants – le système capitaliste, les forces autoritaires, d'extrême droite et fondamentalistes montantes, les destructeurs multinationaux du climat – sont organisés au niveau international, le mouvement des femmes doit lui aussi construire et renforcer ses liens internationaux.

L'absence d'organisation structurelle, bien qu'elle soit la force d'un mouvement radical, rend la coordination internationale – qui exige de l'argent et des ressources – difficile, donc la construction d'une véritable coordination internationale entre les mouvements radicaux et auto-organisés qui se développent aujourd'hui reste une tâche à accomplir. En tant que courant international, nous devrions être à l'avant-garde de la construction de liens et de la promotion de toutes les possibilités de coordination internationale.

5.4. Intersection (articulation) avec d'autres mouvements sociaux

Nous ne devons pas tomber dans le piège de faire un catalogue de mouvements comme si le mouvement des femmes était séparé et déconnecté du mouvement ouvrier, du mouvement climatique, du mouvement pacifiste, des processus révolutionnaires en cours en Algérie et au Soudan, des mouvements contre le racisme, etc. Les femmes sont à l'avant-garde de ces mouve-

ments et soulèvent en leur sein la question de la place des femmes – par exemple en s'attaquant à la violence sexuelle dont elles sont victimes.

Il est nécessaire, dans le mouvement des femmes comme dans tous les autres mouvements, de tisser des liens entre toutes celles et ceux qui partagent la même aspiration : changer la société pour qu'elle soit organisée dans l'intérêt du plus grand nombre et non du plus petit. Cela signifie qu'il faut montrer comment le changement climatique, les politiques racistes et anti-migrant-e-s, les guerres impérialistes, les politiques d'austérité, le déni des droits démocratiques et des droits des travailleur-e-s affectent les femmes en particulier et de manière particulièrement grave, et chercher à impliquer le mouvement des femmes, ou certains de ses membres, dans leurs actions.

C'est aussi lutter dans d'autres mouvements, et en particulier dans le mouvement ouvrier organisé, pour montrer que les revendications spécifiques des femmes sont aussi des revendications de ces mouvements.

6. Nos tâches internes

Le travail féministe n'est pas simplement un secteur de travail en soi, mais quelque chose qui doit influencer tous les autres domaines de notre travail et toute notre organisation.

Bien que nous puissions légitimement prétendre avoir été à l'avant-garde des marxistes révolutionnaires prenant au sérieux les questions des femmes – à partir de notre résolution de 1979, de nos résolutions de 1991, y compris sur les femmes dans le parti, et des contributions ultérieures – cela a été le résultat très souvent d'un effort très volontariste d'un petit nombre de camarades.

Notre travail féministe doit continuer à être organisée sur une base internationale en combinant la coordination régionale (continentale) avec la coordination internationale et un lien fort avec les organes de direction internationales – par la Commission femmes du CI, la tenue régulière d'un séminaire femmes, et autres formes appropriées. Cela doit refléter un travail organisé au niveau national.

Notre histoire nous a montré qu'en l'absence d'organes spécifiques pour organiser travail féministe, il tend à décliner avec le déclin du mouvement. Notre attachement à l'importance de la libération des femmes dans un programme pour un avenir socialiste doit aller de pair avec notre engagement à poursuivre l'activité politique et la formation dans nos propres rangs sur cette question. ■

Décembre 2019

Un fil renouant avec des passés enfouis : Auto-organisation et émancipation

« **S**ous le ciel menaçant du vent de la protestation s'est levé un peu partout dans le monde ». En introduction, Jean-Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey abordent des luttes et le soulèvement du voile de l'illusion « sans parvenir à le déchirer » des populations en action « malgré la répression », les experts et les normes. C'est la difficile conception d'« une alternative crédible aux sociétés hiérarchisées » face aux politiques présentées comme « inéluctables » et au déniement des alternatives : « Tous les projets alternatifs, parce que subversifs, disséminés à travers le monde et qui parsèment également le territoire français, sont méconnus, dénigrés ou dédaignés. On les tient à l'écart de la connaissance et du débat ».

Les auteur·es parlent de la montée des nationalismes, de l'histoire fantasmée ou reconstituée – « L'histoire reconstituée sous les oripeaux d'un temps immuable s'est substituée à la distance réflexive nécessaire à la saisie de la complexité du passé » – insistant sur l'importance de l'auto-organisation dans les mouvements populaires d'hier et d'aujourd'hui. Cela, alors que « les algorithmes associés à la génétique et aux neurosciences sont censés nous éclairer et nous dispenser de tout effort réflexif ».

C'est aussi la nouvelle magie du terme « résilience », associé à l'indifférence envers les milliers de mort·es en Méditerranée, envers le massacre des populations syriennes, au silence sur les protestations contre les dictatures et leurs exactions, à l'oubli de la solidarité internationaliste...

Jean-Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey soulignent les lieux d'insurrection et leurs espaces inattendus, la résistance comme unique chemin de la liberté, les ouvertures d'autres chemins : « Faire le pas de côté, choisir des sentiers à contresens est désormais la voie de survie de l'humanité ». D'où l'importance de revenir sur les expériences collectives d'autrefois : « Paradoxalement, ce détour vers un passé perdu éveille les vigilances à exercer pour que les brèches actuelles apparaissent, aux yeux de tous, comme autant de raisons d'espérer ». Il permet le renou-

veau des pratiques démocratiques, donne le sens de l'utopie...

Un monde imaginé plus égalitaire, la force subversive qui parcourt les années précédant 1830 et 1848, les aspects libérateur et émancipateur des expériences associatives, les soulèvements populaires et l'idée même d'émancipation, l'espérance d'une liberté pour tous et toutes, les dynamiques de l'auto-organisation et l'écriture par des femmes qu'elle ne « devront qu'à elles-mêmes leur émancipation définitive »...

Idée détournée, falsifiée, vidée de son sens, l'utopie pourrait être ainsi définie comme « une brèche expérimentale, collective, inspirée ou non de théories critiques, édifiée par des hommes et des femmes en rupture avec la société d'ordre et qui, suivant leur vision concrète d'une démocratie, imaginent un autre monde possible ». Une incitation à penser « hors des institutions et des dispositifs du système », à déborder ces limites qui semblent infranchissables, à retrouver des aspirations émancipatrices...

Le premier chapitre est consacré à « Un monde nouveau en gestation », aux différentes expériences et mobilisations à travers le monde, aux places et aux joyeux débats publics, aux mots disparus « cachés dans le souterrain des mémoires ». Le second chapitre – « L'emprise néolibérale et ses limites » – vise à « faire retour sur le passé afin de comprendre comment les résistances se réinventent », à tenter « de comprendre comment les populations subissent l'injonction de la soumission constamment redéfinie ». Car sinon, comment qualifier l'invention de l'individu entrepreneur de soi, le marché comme idole et catéchisme néolibéral, la négation des rapports collectifs, la prédominance de la concurrence, alors qu'on assiste à des politiques contre-révolutionnaires réellement menées, aux programmes d'ajustement structurel, à l'augmentation des inégalités, à la porosité entre les activités licites et illicites, à la formation d'un « cadre institutionnel criminogène », à la liberté de circulation des capitaux et des marchandises mais non à celle des êtres humains, à la dépolitisation des enjeux économiques, à la substitution de règles privées aux règles publiques, au grignotage continu de la sphère démocratique...

Il convient d'analyser les politi-

ques néolibérales, leurs effets et leurs contradictions, ce nouveau modèle d'accumulation du capital pour répondre à la crise du précédent régime d'accumulation. Ce qui implique, pour moi, de reprendre le procès jamais terminé de la critique de l'économie politique, de ne pas oublier le fétichisme de la marchandise ou de l'État et de ce que cela implique dans la production des connaissances. La critique des rapports de pouvoir et de domination est nécessaire. Elle ne peut cependant se substituer au développement du point de vue et des pratiques de l'émancipation. D'où l'importance de retrouver les possibles entrevus ou pratiqués, les expériences qui furent annihilées, l'historique fugitif, les bifurcations imaginées...

« Au moment où dans le monde entier des hommes et des femmes recouvrent leur dignité et se soulèvent au nom de la liberté, il est particulièrement important de comprendre comment ce mot, à l'origine subversif, empreint de toute l'espérance d'une humanité debout, est devenu une pratique aliénante qui en inverse le sens ». Avec « Deux siècles de mensonges », Jean-Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey poursuivent la réhabilitation des secours mutuels et des coopératives, le réel de l'utopie, le mot prolétaire et l'effroi de la bourgeoisie, les mobilisations en faveur de la liberté, le pouvoir d'agir dans tous les domaines « politiques, sociaux et intellectuels »...

« Au cœur de cette nouvelle classe sociale, les démunis, les femmes, bientôt les colonisés, les étrangers, bref les autres, n'ont de cesse de réclamer, pour eux-mêmes, les droits conférés par les révolutions et surtout le pouvoir de les exercer ». Les auteur·es insistent à juste titre : « La liberté vraie, la république concrète et l'égalité réelle ne sont jamais acquises mais toujours promises et attendues ». Le livre questionne l'émancipation dans l'association, l'auto-gouvernement et l'agir en commun, les possibles engendrés par la Révolution de 1848, l'esprit de liberté et ses manifestations dans divers lieux et temps. Il rappelle les répressions (« guerres civiles menées contre les pratiques utopiques sont peu à peu écartées du récit officiel »), la démocratie amputée et exclusive, les

affaires publiques échappant aux individus, la sphère publique confisquée par des privilégiés, la réduction de l'émancipation à la prise du pouvoir d'État.

L'« ordre des choses » reste traversé de contradictions, les pratiques d'auto-organisation subsistent et resurgissent. L'apprentissage concret de l'émancipation ne peut pas être estompé derrière des droits et des acquis sociaux, sauf à rendre ceux-ci fragiles. Le passé falsifié ou dénié et les futurs non advenus participent de notre mémoire des possibles.

Jean-Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey terminent sur « Le retour de l'émancipation » : les acteurs et les actrices écartés de l'écriture de l'histoire, la liberté circonscrite dans un espace étroit, l'importance d'un « regard attentif porté sur les expériences en cours », les réactualisations du passé oublié, la place politique des dominé·es dans les soulèvements historiques, le rôle possible des intellectuel·es, les guetteurs et les guetteuses, les ruptures avec la légalité (rappelant le Manifeste des 121, le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie), les nouvelles figures de la contestation...

Leur livre invite à penser l'action « de tous et de chacune » comme une activité politique, les actions d'auto-émancipation, l'apprentissage de la démocratie, le renouvellement de la théorie critique comme des actes politiques. « L'effort nouveau consiste à entendre les différentes réflexions qui émanent de ces toutes récentes expériences et les envisager non comme de nouveaux modèles, mais comme des fragments, des étapes nécessaires qui aident à construire autrement et à penser différemment les chemins de la critique à venir ».

Penser autrement les possibles et le futur, sortir de la médiocrité des commentaires sentencieux, saisir les dynamiques des expériences dans le desserrement des contraintes, réactualiser l'idée d'émancipation des peuples par eux-mêmes, favoriser l'expression des compétences de chacun·es, assurer le contrôle et la rotation des tâches, élaborer d'autres types de relations sociales...

« S'émanciper des différentes formes de domination nous amène à déroger à la tradition d'un combat qui s'est longtemps satisfait de la lutte contre l'exploitation et l'aliénation, en oubliant l'émancipation. »

Didier Epszstajn

* Jean-Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey, *Le Réveil de l'utopie*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine 2020, 13,90 €



Proposition d'un débat d'élaboration

Par
Jan Malewski*

Lors de la discussion du Bureau exécutif en juin 2018, j'avais proposé comme un des points de l'ordre du jour du prochain Comité international un débat sur le projet de société alternative que nous devrions avancer. Des camarades m'ont demandé d'explicitier ma proposition. Voici donc quelques éléments.

1. Il n'y a pas d'alternative, ou TINA ? Comme l'a justement souligné le philosophe britannique Mark Fisher (1), « *si vous critiquez le capitalisme : on vous répond que "ce n'est peut-être pas le meilleur système, mais c'est le seul qui fonctionne". On peut y voir une croyance, mais c'est aussi une attitude par rapport à cette croyance, une attitude de résignation et de défaite.* » Cette attitude de résignation et de défaite est bien sûr liée, comme le dit l'auteur cité, à l'incapacité des courants politiques dominants dans le mouvement ouvrier (mais aussi de ceux qui, comme nous trop souvent, se limitaient à une critique de ces courants) à relever le défi de « *produire sa propre version du post-fordisme* » entré en crise au cours des années 1960.

Mais c'est aussi le produit de l'effondrement des sociétés post-capitalistes, se prétendant « *socialistes* » ou nommées « *communistes* », effondrement qui a laissé « *orphelins* » la majorité de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'identifiaient au projet d'une société socialiste (idéalisée ou non). La fin de l'URSS et de la Yougoslavie, le rétablissement du capitalisme en Chine (et, ce qui va encore accroître demain le défaitisme dominant, les pas en avant dans la restauration du capitalisme à Cuba) ont renforcé l'impact de TINA.

La crise climatique et les réflexions (y compris les nôtres) sur les façons de lutter contre est un élément supplémentaire qui exige une « *refondation* » de notre conception de société alternative (les camarades de la commission écologie ont avancé sur ce sujet...). Car en absence d'élaboration l'atti-

Le Comité international de 2019 a discuté d'une « *Proposition pour un débat programmatique* ». Il a alors décidé de poursuivre largement et publiquement le débat sur notre conception d'une nouvelle société. Dans cette optique, il a demandé à trois de ses commissions de développer, en plus de l'organisation d'une activité permanente dans les mouvements sociaux existants, notre réflexion sur le type de société que nous voulons. Ces trois commissions – sur l'écologie, la question LGBTIQ et l'oppression des femmes et le féminisme – ont chacune rédigé une courte contribution pour développer cette discussion. Nous publions ici ces trois contributions (ainsi que le rapport proposant ce débat) dans l'esprit de promouvoir une telle discussion qui est plus que jamais nécessaire aujourd'hui. Ces contributions ont bien sûr été écrites avant la pandémie de Covid-19.

tude de résignation et de défaitisme marque encore des points.

Enfin, lorsqu'au XIX^e siècle était formulé le *Manifeste communiste*, dans les sociétés européennes occidentales du moins, l'idéologie dominante était celle du « *progrès* ». Dans ce cadre existaient, depuis au moins la Révolution française, des utopies égalitaristes. Les réponses du *Manifeste* s'inscrivaient dans cet environnement idéologique et donc étaient pertinentes – elles mobilisaient...

Comme l'a dit récemment Bernie Sanders (2), un des éléments de cette résignation c'est que « *les gens travaillent plus longtemps avec des salaires stagnants et craignent que leurs enfants aient un niveau de vie inférieur à celui qu'ils ont eux-mêmes* », sans que n'existe pour le moment la formulation d'un « *espoir* », largement partagé ne serait-ce que par une minorité active, que « *nous avons des solutions* ». Au contraire, même au sein de la jeunesse radicale, l'idée dominante pour le moment est que « *nous n'avons pas d'avenir* ».

2. Si Marx – alors à juste titre à mon avis – définissait le projet communiste comme n'étant « *ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler* » et si pour eux le communisme c'était « *le mouvement réel qui abolit l'état actuel* » dont « *les conditions (...) résultent des prémisses actuellement existantes* » (3), cette définition n'est plus suffisante après qu'aux yeux des masses la tentative de « *construire le socialisme* » a échoué et que « *le progrès* »

ne fait plus partie de l'idéologie dominante.

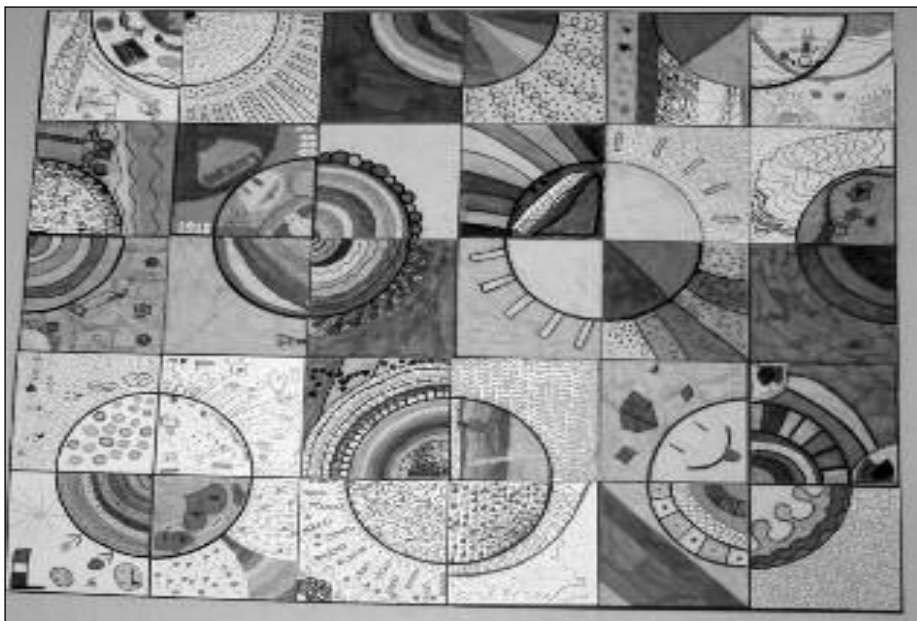
Au contraire, parler du socialisme – ou de société alternative au capitalisme, quel que soit le nom qu'on lui trouverait – c'est aujourd'hui aller à contre-courant. Bien sûr, « *les prémisses* » existent actuellement plus encore que du temps de Marx. Mais l'idéologie dominante, qui a intégré et digéré les échecs du mouvement ouvrier et des révolutions du XX^e siècle, qui a également « *détourné vers le projet néolibéral* » (M. Fisher) les énergies libérées par la lutte de la gauche anti-autoritaire des années 1960, ne peut être combattue efficacement aujourd'hui sans qu'à un niveau de masse existe un espoir d'une autre société possible. Et il ne suffit pas – le déclin du mouvement altermondialiste l'a démontré – d'affirmer « *une autre société est possible* » si on ne lui donne pas un contenu compréhensible.

* Nous publions ici le rapport oral de Jan Malewski, débattu d'abord lors de la réunion du Bureau exécutif de la IV^e Internationale en octobre 2018, puis lors du Comité international en février 2019, qui a décidé de poursuivre un débat d'élaboration sur la société alternative.

1. Entretien de Richard Capes avec Mark Fisher, « *"Réalisme capitaliste" ou mode de domination de l'idéologie néolibérale* », *Inprecor* n° 651/652 de mai-juin 2018.

2. Discours prononcé par le sénateur Bernie Sanders le 9 octobre 2018 à Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Il a été reproduit dans *Inprecor* n° 657/658 de novembre-décembre 2018 : Bernie Sanders, « *Construire un mouvement démocratique mondial contre l'autoritarisme* ».

3. Karl Marx, *l'Idéologie allemande*, site marxists.org, page 11.



Ce contenu, ce ne peut pas être seulement une réaffirmation des valeurs. Bien sûr, il faut les réaffirmer, comme le font ceux qui parviennent à se faire entendre/comprendre des secteurs des masses. Mais nous avons besoin aujourd'hui d'un véritable débat, aussi large que possible, à la fois sur ce qui est notre histoire – révolution et contre-révolution en Russie, mais aussi les tentatives d'autres rapports sociaux/de production et les discussions passées sur ce sujet (4) ainsi que les « solutions déjà explorées » dans le cadre du capitalisme (5) – et sur les leçons que nous en tirons pour l'avenir. Bref, pour lutter contre la résignation que l'idéologie dominante répand dans les rangs du prolétariat, il faut réimposer l'idée d'une société alternative, donc réintroduire l'imagination dans le débat public, c'est-à-dire rendre imaginable ce que pourraient être des nouveaux rapports sociaux. Et après 200 ans du mouvement ouvrier et de ses échecs cumulés, il ne suffit pas de grandioses envolées utopiques (fort pénétrantes, là n'est pas la question) qui parsèment les textes de Marx : « Le règne de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur (...) la liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés – l'homme socialisé – règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumet-

tent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle [des échanges] » (6).

3. La majorité du mouvement ouvrier – dans certains pays – reste sur des positions défensives : il faut « défendre les acquis » démantelés de manière continue par la bourgeoisie. Le problème, c'est que ces « acquis » étaient possibles dans le capitalisme des « trente glorieuses » (fordiste), qu'il s'agissait des miettes que le capital pouvait octroyer alors, mais qu'il ne peut ni ne veut continuer à octroyer. Comme Sanders l'a formulé très justement, aujourd'hui, « *alors que l'axe autoritaire s'est engagé à démonter l'ordre mondial postérieur à la Seconde Guerre mondiale qu'il considère comme limitant son accès au pouvoir et à la richesse, il ne suffit pas que nous défendions simplement cet ordre tel qu'il existe.* » Il faut, poursuit-il et je partage cette approche, « *examiner honnêtement comment cet ordre n'a pas tenu bon nombre de ses promesses et comment les autoritaires ont exploité ces échecs avec habileté afin d'obtenir un soutien pour leur programme. Nous devons saisir cette occasion pour reconceptualiser un ordre mondial fondé sur la solidarité humaine, un ordre qui reconnaît que chaque personne sur cette planète partage une humanité commune, que nous voulons tous que nos enfants grandissent en bonne santé, aient une bonne éducation et occupent un emploi décent, boivent de l'eau potable, respirent de l'air pur et vivent en paix. Notre travail consiste à rejoindre ceux qui, partout dans le monde, partagent ces valeurs et luttent pour un monde meilleur.* »

4. « *Reconceptualiser un ordre mondial* », c'est non seulement tenter d'enrichir les discussions sur le passé et les diverses expériences – ce qui est un fondement nécessaire –, c'est aller vers des formulations (prudentes bien sûr) sur ce que pourraient être les nouveaux rapports sociaux, sur comment avancer vers, bref, sur un imaginaire de la transition vers une société démocratique, égalitaire, solidaire... autrement dit : sur ce que serait « *la socialisation de l'être humain* ».

Faire cela, c'est nous donner pour but d'écrire un « manifeste » sur la société que nous voulons. Un texte qui pourrait être adopté à l'occasion de notre prochain congrès mondial, si nous parvenons à l'écrire...

Je propose donc d'ouvrir un débat – qui sera essentiellement par écrit, donc public, mais qui doit à mon sens commencer par une réflexion commune « à voix haute » dans nos réunions. Et qui serait suivi par des échanges – oraux et écrits – sur comment on pourrait formuler des questions/réponses sur quelques éléments essentiels d'une société future :

- La politique (donc les institutions, le droit, la question de la propriété et de son dépassement, bref l'État... tant qu'il n'a pas dé péri) ;
- Les rapports humanité/nature (sur ce sujet le travail a déjà avancé au sein de la commission écologie, il faut l'étendre...) ;
- La satisfaction des besoins (donc aussi ce que sont/pourraient être les besoins...) et comment y arriver... ;
- La production-distribution (donc la planification, s'il est possible de dépasser les rapports marchands et comment, la centralisation/décentralisation, etc.)... ;
- Les rapports de reproduction sociale (le travail reproductif), donc les questions de genre... ;
- ...et sans doute nombre d'autres éléments qu'il nous faudra préciser si nous souhaitons avancer dans notre contribution à la « reconceptualisation » d'une société alternative mondiale.

Il ne s'agit bien sûr pas de formuler un « catéchisme » sur ce que pourrait être la société future. Il s'agit à mon avis d'enrichir par l'analyse des tentatives historiques du mouvement pour le socialisme – et de leurs échecs – un projet de société (et qui dit projet, dit modifiable...), de l'intégrer dans la démarche de critique de l'évolution actuelle de l'humanité dominée par le capital, de tirer de cette démarche critique les prémisses existantes du mouvement réel qui abolit l'état actuel. ■

Octobre 2018

4. Voir à ce sujet l'article de Catherine Samary, « D'un communisme décolonial à la démocratie des communs : Le "siècle soviétique" dans la tourmente de la "révolution permanente" », *Inprecor* n° 642/643 d'août-septembre 2017.

5. Voir à ce sujet l'article de Gérard Vaysse, « La stratégie ne se limite pas à la prise du pouvoir », *Inprecor* n° 653/654 de juillet-août 2018.

6. K. Marx, *le Capital*, livre III [conclusion], Gallimard, Paris 1968, page 1987.

Notes féministes pour penser notre projet de société

Commission femmes de la IV^e Internationale*

« Pour un monde dans lequel nous soyons socialement égales, humainement différentes et totalement libres. »

attribuée à Rosa Luxemburg

1. La division sexuelle du travail, qui soutient l'oppression des femmes et qui sert les intérêts du capitalisme, provoque une séparation entre le privé et le public, le reproductif et le productif. Cette séparation acquiert une forme spécifique sous le capitalisme, à partir de laquelle nous pouvons définir la reproduction sociale comme le processus par lequel le travail domestique et de soin que nous réalisons en tant que femmes acquiert une signification politique, de production (accouchement) et reproduction de la force de travail (en assumant toutes les tâches domestiques et de soin nécessaires pour que la classe travailleuse survive), rendant possible la reproduction du capitalisme. C'est la condition essentielle à sa survie. C'est avec cette logique que nous voulons rompre, d'autant plus que c'est d'elle que découlent les inégalités dont nous souffrons en tant que femmes. La nécessité de changements structurels dans l'économie, le politique et le social implique une réorganisation du travail et du temps afin de pouvoir mettre en place une société radicalement différente. Le capitalisme, main dans la main avec le patriarcat, s'approprie notre travail (dans et en dehors de la maison) et nos temps, organise nos rythmes et espaces de vie (nos maisons, nos quartiers, nos villes...), la manière dont nous devons construire nos identités, détermine comment nous devons nous mettre en relation et construire nos affects, la façon dont nous nous alimentons, la relation que nous avons avec notre entourage, etc., etc., etc. Tout est organisé autour de la logique capitaliste et patriarcale d'accumulation du capital. Notre logique est inverse : mettre les personnes et leurs besoins au centre, ce qui passe par une rupture avec cette séparation du privé et du public, mettre au centre les personnes, rompant ainsi avec

les oppressions et dominations qui nous traversent.

2. Que signifie mettre au centre les personnes ? Qu'en tant que femmes, nous ne soyons plus en charge de garantir le bien-être des personnes dont nous occupons et d'avoir seules la charge de la reproduction sociale. Cela signifie aussi nous reconnaître comme des personnes, car nous réalisons ces tâches avant de penser à nous ou nos projets de vie. Quand nous parlons de la socialisation de ces tâches, nous ne parlons pas de leur collectivisation, mais plutôt de repenser à la société et comment nous concevons le cadre dans lequel nous concevons nos formes de vies. Cela paraît fondamental pour construire des services publics intégraux et forts, mais aussi pour rompre avec l'inertie du quotidien. En tant que femmes, nous ne pouvons pas continuer à devoir majoritairement préparer le petit-déjeuner ou laver les vêtements des autres. Nous devons questionner nos routines, nos rythmes de vie, de manière à ce qu'ils soient plus soutenables pour nos corps et la planète... Mettre les personnes au centre signifie aussi construire des villes dans lesquelles les personnes et leurs besoins sont au centre. Redessiner les transports, pas seulement pour arriver vite au travail ou au centre commercial. Repenser l'usage des espaces publics, rompre la brèche entre le centre et la périphérie de nos villes ou celle existant entre le milieu rural et urbain. Tout cela doit être mis en lien avec ce qui est important et qui le fait... ce qui implique aussi re-réfléchir quels travaux sont socialement nécessaires et lesquels non. Nous avons des priorités différentes.

De plus, assumer les tâches de reproduction sociale comme quelque chose de social et politique évite que ce soit chacune à la maison qui en négocie la répartition. Actuellement, on les considère comme quelque chose d'individuel et personnel, en dehors de la sphère politique. On sait que cette négociation ne se passe pas dans des conditions d'égalité, compte tenu du rôle et de la position attribuées à chaque genre. La famille doit arrêter d'être l'espace dans

lequel se reproduit la domination. Elle doit arrêter d'être l'unique forme de vie collective possible. Cela implique de repenser la forme de la parentalité de manière plus collective. Ce qui entraîne d'abolir la famille comme institution de reproduction du système. Ce qui implique de politiser nos foyers et toutes les décisions personnelles sur la maternité et la parentalité. Nous devons aussi réfléchir à comment nous considérons l'enfance et le rôle des personnes âgées ou en situation de handicap dans notre société, les relations sociales que nous établissons avec elles et comment nous sommes capables de rompre les logiques de domination que nous avons intériorisées. Les places, les rues, les lieux de travail, les centres éducatifs et chaque espace dans lesquels nous nous socialisons doivent nous appartenir à nous aussi pour construire d'autres relations sociales interpersonnelles. Les formes selon lesquelles nous considérons nos relations affectives doivent également être questionnées, d'autant plus qu'aujourd'hui elles sont articulées sur la base d'inégalités. Questionner la monogamie, construire d'autres modèles de relations. Tout en respectant les décisions personnelles de chaque personne, avec l'idée qu'il n'y a pas une seule option possible, ou une option meilleure que les autres. C'est seulement ainsi que nous pouvons construire nos projets de vie, à plusieurs ou non, avec une autre ou plusieurs autres personnes, de manière libre et dans la diversité.

Pour enfin promouvoir une diversité d'options d'être, d'expression de soi, de mise en relation, de construire des relations, de choix entre des positions diverses et pour rompre avec une unique forme de faire les choses, dans une perspective démocratique et plurielle en laissant la place à la décision individuelle après le démantèlement des normes hégémoniques du système économique-politique-social et culturel actuel.

* Ce texte est une contribution féministe pour le débat du Comité international de mars 2020, afin d'y apporter quelques réflexions issues du mouvement féministe.

Alternative en débat

3. Reconnaître le travail reproductif et de soins ne passe pas nécessairement par le reconnaître sous une forme monétarisée ou le convertir en emploi (même avec des paramètres différents que ceux du capitalisme). Le débat sur le salaire domestique vs la socialisation des soins n'est pas nouveau même s'il prend à nouveau de la place. Notre position en faveur de la socialisation des soins ne passe pas seulement par une réflexion sur un réseau de services publics qui garantit ces travaux, il induit de repenser les services publics eux-mêmes afin qu'ils soient plus démocratisés, plus décentralisés, plus participatifs, moins autoritaires, moins rigides, plus communautaires... Cela oblige à repenser la forme qu'a l'État dans une société socialiste, à comment il disparaît pour laisser place à une manière nouvelle d'articuler la société et le pouvoir.

4. Quand nous pensons à ces changements profonds, nous ne devons pas oublier que cela oblige à nous reconsidérer dans notre intimité la plus profonde, à comment nous nous comportons et nous interagissons avec nous-même, notre corps, notre sexualité et avec les autres personnes. La division sexuelle du travail ne se fonde pas uniquement sur la séparation du productif et du reproductif, elle se base aussi sur la complémentarité des genres, de l'homme et de la femme, en les stéréotypant et excluant d'autres possibilités d'être, en établissant des normes coercitives. Notre projet de société doit inclure de manière centrale et stratégique la rupture avec la binarité du genre et la normativité (hétéronormativité et cisnormativité). Comment nous vivons nos désirs et notre plaisir, comment nous construisons notre identité de genre et notre orientation sexuelle, et comment nous l'exprimons, tout cela est intimement lié à cette division sexuelle du travail, tout cela fait aussi parti du patriarcat que nous voulons abattre. Il est nécessaire de construire une culture nouvelle, à l'opposé de la culture du viol, qui reconnaisse les corps de toutes les femmes cis ou trans, et leurs désirs, qui les reconnaissent comme des sujets capables de décider sur leurs corps, leurs vies et leurs sexualités, qui visibilise qu'il y a mille manières d'être une personne et de vivre et exprimer notre genre et notre sexualité. Non pas comme quelque chose de complémentaire ou secondaire mais comme un point fondamental de notre stratégie, puisque l'accumulation du capital passe aussi par la dépossession de nos corps et notre sexualité étant donné que cela sert sa propre logique et survie. ■

Notre projet de société future

Commission LGBTIQ de la IV^e Internationale

La question de la relation entre la lutte pour la libération des LGBTIQ et notre vision du socialisme a été abordée dans une certaine mesure dans le document sur la libération des lesbiennes/gays adopté lors du 15^e Congrès mondial de la IV^e Internationale en 2003, en particulier dans sa deuxième section, intitulée « *Nos prises de position* ».

La commission LGBTIQ est donc partie de ce texte pour rédiger ces thèses pour la CI et a également tenté d'intégrer des idées clés tirées de l'ouvrage *Warped* de Peter Drucker. Nous avons essayé de rendre notre langage plus inclusif que dans le texte de 2003 et d'ajouter de nouveaux points qui, nous l'espérons, reflètent les discussions clés que nous et le mouvement avons eues plus généralement depuis lors.

Nous pensons qu'il s'agit d'une discussion importante, bien que ce ne soit pas facile. Surtout en ces temps sombres, il est important d'affirmer le principe de l'espoir.

Thèse 1. Pour développer et expliquer notre vision de la société socialiste pour laquelle nous nous battons, il faut notamment y intégrer une vision de la libération des LGBTIQ, en s'opposant aux conceptions oppressives et limitées de la masculinité, de la féminité et de la sexualité – au-delà de la binarité du genre. Nous travaillons à une société dans laquelle le genre ne sera plus une catégorie centrale pour l'organisation de la vie sociale et dans laquelle les concepts d'« *hétérosexualité* » et d'« *homosexualité* », dans la mesure où ils existent, n'auront pas de conséquences juridiques ou économiques.

Pour réaliser une telle transition, il faudra notamment mener une campagne active contre les stéréotypes perpétrés dans l'ensemble de la société – par le biais des familles, des organisations communautaires (en particulier de nombreuses organisations religieuses), des médias et des institutions publiques – en particulier les systèmes éducatifs. Ces campagnes continueront à être

menées pendant un certain temps après la révolution socialiste.

Il s'agira également de s'attaquer aux stéréotypes des personnes racisées, qui sont souvent basés sur des images désobligeantes du corps et de la sexualité des personnes racisées – souvent au moins dans une certaine mesure sur la base du fait qu'elles sont perçues comme « *déviante* » de ce qui est promu comme la norme « *civilisée* », ainsi qu'à l'effacement du riche héritage de la sexualité du même sexe et des défis à la binarité du genre dans de nombreuses cultures pré-impérialistes et indigènes.

Cela signifie également la remise en question du fait que les personnes handicapées se voient souvent refuser le droit d'avoir une vie sexuelle ou sont ridiculisées et victimes de discrimination lorsqu'elles en revendiquent le droit.

Thèse 2. La libération des LGBTIQ fait partie d'une libération sexuelle humaine plus large pour laquelle nous nous battons. Nous cherchons à libérer la sexualité humaine de ce que la résolution de 1979 sur la libération des femmes appelait « *le cadre de la contrainte économique, de la dépendance personnelle et de la répression sexuelle* » dans lequel elle est aujourd'hui trop souvent confinée. Une activité sexuelle librement consentie et agréable pour tous ceux qui y prennent part est sa propre justification suffisante.

Nous œuvrons pour une société dans laquelle notre corps, nos désirs et nos émotions ne sont plus des choses à acheter et à vendre, dans laquelle l'éventail de choix pour tous – en tant que femmes, hommes, êtres sexuels, jeunes, personnes âgées – est considérablement élargi et où les gens peuvent développer de nouvelles façons d'avoir des relations sexuelles, de vivre, de travailler et d'élever des enfants ensemble.

Nous voulons un monde dans lequel le corps et la sexualité des personnes (en particulier des femmes) ne sont plus considérés comme des biens, dans lequel le bonheur ne dépend plus de l'acquisition du « *bon* » paritaire, dans lequel la vie quotidienne est



érotisée et sensuelle plutôt que de se cantonner dans un domaine de loisirs et de consommation sexualisés. Nous voulons une société dans laquelle tous les individus (notamment les femmes) jouissent d'une autonomie sexuelle, tout en faisant partie d'une communauté. Nous voulons un monde dans lequel l'amour est compris comme profondément social.

Il nous est impossible, à nous qui avons été formés par la société aliénée dans laquelle nous vivons, d'envisager comment la sexualité se développera dans ce contexte, et il est donc important d'éviter de faire des prédictions basées sur nos propres aspirations individuelles.

La lutte contre toute forme de violence sexuelle, physique et/ou psychologique, est une partie essentielle de ce combat. L'explosion de mouvements tels que #NiUnaMenos et la plus grande exposition de l'indicible violence sexuelle et d'autres formes de violence contre les enfants et les jeunes, non seulement au sein de la famille mais aussi dans les institutions – souvent religieuses – peuvent être des alliés importants dans cette vision. Dans le même temps, nous nous allions avec ces forces, en particulier les jeunes, qui luttent pour une vision « *sexuellement positive* ».

Thèse 3. La libération complète des LGBTIQ implique un dépérissement de la famille capitaliste en tant qu'institution et la remise en question de la norme hétérosexuelle imposée par l'État capitaliste. La IV^e Internationale considère que l'égalité et la liberté totales des femmes, des personnes LGBTIQ et des jeunes exigent des alternatives socialisées aux fonctions de la famille, ce qui ne peut être pleinement réalisé qu'avec le renversement du capitalisme.

Thèse 4. Nous travaillons à fournir des alternatives socialisées aux différentes fonctions actuellement remplies par la famille :

- diverses formes de responsabilité collective et communautaire pour les soins aux enfants et aux personnes malades ;

- une économie qui ne force pas les gens à migrer de leurs communautés locales ;
- diverses formes de ménages et de coopération au sein des communautés locales ;
- et diverses formes d'amitié, de solidarité et de relations sexuelles.

Dans le cadre de ce plan global, nous reconnaissons que, dans l'idéal, les individus et les petits groupes devraient pouvoir exercer autant de choix qu'il est matériellement possible d'en offrir. Ainsi, par exemple, la mise en place de cantines collectives, tant sur le lieu de résidence que sur le lieu de travail, ne devrait pas empêcher un individu de préparer et de prendre son petit-déjeuner seul ou de partager les repas qu'il a préparés avec un petit groupe. De même, si des services de garde d'enfants collectifs de haute qualité devraient être disponibles gratuitement dans les quartiers, le temps passé en petits groupes comprenant des enfants devrait également être possible et apprécié.

Thèse 5. Dans la plupart des cultures, la sexualité et l'activité sexuelle sont encore des aspects de notre être humain qui sont traités comme dangereux ou comme la « *propriété* » de la société – souvent déléguée à l'un ou l'autre ou aux deux membres masculins de la famille et aux institutions religieuses – et non à l'individu. Mais les progrès révolutionnaires des techniques de reproduction dans les années 1950 et 1960 ont largement contribué à l'émergence d'aspirations à la libération sexuelle et ont encore séparé la sexualité de la reproduction. Une radicalisation culturelle est apparue dans les années 1950 et 1960 parmi les jeunes et les étudiants des pays impérialistes, qui a commencé à remettre en question, entre autres, la classification traditionnelle des sexes. Ces nouveaux défis à la culture traditionnelle comprenaient de nouvelles approches de la sexualité.

Thèse 6. Les luttes pour le droit à l'avortement et à un contrôle des naissances accessible, comme la lutte pour les droits des LGBTIQ, ont directement remis en question la notion traditionnelle qui assimile le sexe acceptable à la reproduction, au mariage et à la famille. Les nouvelles perspectives sur le sexe et la sexualité ont favorisé une nouvelle valorisation du plaisir sexuel en général, mais surtout pour les femmes, qui dans de nombreuses cultures n'étaient pas socialisées pour avoir une attente de plaisir sexuel. Lorsque le mouvement des femmes a fait avancer les revendications en matière de santé et d'information sexuelles des femmes, il l'a fait avec l'idée fondamentale que les femmes sont des êtres sexuels et ont le

droit au plaisir sexuel et au contrôle de leurs relations sexuelles dont les hommes ont historiquement bénéficié. L'un des principaux messages promus dans cette lutte pour l'autonomie sexuelle des femmes était qu'il n'y avait pas une seule bonne façon de jouir de la sexualité, mais qu'en fait il y avait une pluralité de possibilités.

Chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les travailleurs du sexe et les communautés LGBTIQ en général, le développement du VIH a modifié la mesure dans laquelle les pratiques sexuelles entre personnes du même sexe sont discutées plus ouvertement qu'auparavant dans de nombreuses sociétés. Les États ont été contraints par des organisations militantes telles que Act Up dans différents pays et la Treatment Action Campaign en Afrique du Sud d'étendre l'éducation sexuelle dans les écoles et les collèges, de faire connaître la disponibilité des services de santé sexuelle (qui traitent d'un éventail de questions plus large que le VIH) et de promouvoir des pratiques sexuelles plus sûres. Les bénéfices de cet activisme ont toutefois été inégaux dans les différentes régions du monde, dans les différentes communautés (en raison du manque de matériel dans les langues concernées par exemple) et à différents moments. Aujourd'hui, avec le renforcement des forces d'extrême droite et des fondamentalistes religieux dans de nombreuses régions du monde, cette question est encore plus importante qu'elle ne l'était au plus fort de l'activisme contre le sida.

Thèse 7. Nous travaillons à un monde dans lequel la démocratie de base de la vie quotidienne est ancrée dans de multiples formes d'auto-organisation. Il faudra que les organisations qui représentent les opprimés continuent à s'organiser dans les sociétés post-révolutionnaires. Les mouvements de libération des femmes, les mouvements des peuples racialisés, les mouvements des personnes handicapées devront être actifs aux côtés des organisations de quartier et de lieu de travail, car l'idéologie oppressive, répressive et discriminatoire est plus ancienne que les structures économiques qui leur ont donné naissance, tout comme la sous-représentation des plus opprimés. En même temps, nous luttons pour une représentation spécifique des personnes LGBTIQ aux côtés d'autres groupes opprimés au sein des comités de quartier et de lieu de travail afin de donner à ces organisations les meilleures chances d'inclusion possibles. Nous reconnaissons également que la forme de ces mouvements variera énormément dans les différentes parties du globe. ■

Quelques notes écosocialistes pour contribuer à notre débat sur la société future

Commission écologie de la IV^e Internationale*

Notre projet pour une société future doit impérativement articuler la dimension de l'émancipation sociale et politique avec l'impératif de stopper la destruction du vivant, le basculement climatique, l'effondrement de la biodiversité... et la nécessité de réparer autant que faire se peut les dommages déjà causés.

« Il n'y a pas de solution à la crise écologique dans le cadre du capitalisme, un système entièrement dévoué au productivisme, au consumérisme, à la lutte féroce pour les "parts de marché", à l'accumulation du capital et à la maximisation des profits. Sa logique intrinsèquement perverse conduit inévitablement à la rupture des équilibres écologiques et à la destruction des écosystèmes. » (1) L'abolition du capitalisme est une condition indispensable, mais en aucun cas suffisante.

Sortir de la crise écologique nécessite d'aller au-delà de la critique du mode de production capitaliste. Une révolution culturelle est nécessaire, qui devra continuer bien au-delà de l'abolition du capital.

Déconstruire la propriété, construire le commun

Les groupes capitalistes des secteurs de l'énergie, de l'industrie chimique, de la ban-

que et du crédit, des transports, de l'agro-industrie, de la construction... sont responsables de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre comme de la destruction de la biodiversité.

La logique d'accumulation par dépossession s'étend sans cesse à de nouveaux terrains (eau, forêts...). La privatisation/marchandisation est même présentée comme le moyen non seulement d'optimiser la production mais aussi de préserver les ressources : marché des droits à polluer, propriété intellectuelle sur le vivant...

L'expropriation des groupes capitalistes et l'abolition de la propriété privée des ressources naturelles et des ressources du savoir s'imposent. Mais au-delà se pose la question de quelle socialisation ? Quels systèmes (énergétiques, de transports, agricoles...) renouvelables, décentralisés et efficaces, selon les impératifs écologiques et sociaux ? Quelle gestion commune et démocratique des ressources en fonction des besoins humains réels, dans le respect du bon fonctionnement et des capacités de renouvellement des écosystèmes ?

Ces questions nous amènent à déconstruire la notion de propriété au profit d'une conception du commun. Le commun est un processus social et non un donné naturel qui ferait de certains domaines des communs par essence. C'est d'abord une construction démocratique (une institution), le fruit d'un processus démocratique de délibération pour définir quels usages ? pour qui ? Mais aussi – par exemple pour la terre, l'eau, les forêts... – quelles obligations de prendre soin, de réparer ? Il s'agit d'une construction sociale infiniment plus riche que la propriété exclusive, qui remet au centre la démocratie et rompt avec la marchandisation qui uniformise tout ce qu'elle touche en le ramenant à une valeur marchande, quantifiable et interchangeable.

Transformer radicalement l'appareil productif

L'appareil productif n'est pas neutre, il est tout entier construit, organisé pour l'accumu-

lation capitaliste, le pillage impérialiste...

Des technologies sont effectivement destructrices (nucléaire, armement, biocides, pétrochimie, élevage industriel...), des secteurs d'activité sont inutiles et destructeurs comme la publicité... et l'expropriation des capitalistes n'y changera rien !

Il ne s'agit pas seulement d'exproprier et socialiser l'appareil productif, mais d'en transformer radicalement la conception. L'agriculture est un exemple de la rupture nécessaire pour passer de l'agriculture industrielle à une agriculture écologique, paysanne, de proximité qui assure la souveraineté alimentaire et la protection de la biodiversité.

Les exigences de localisation de la production et de souveraineté alimentaire s'inscrivent dans une perspective autogestionnaire et internationaliste.

« Étendre l'anticapitalisme aux objets » (2)

Dans tous les domaines, il s'agit de passer de la production de marchandises (valeur d'échange) à la production de valeurs d'usage démocratiquement déterminées. Et ça change tout : au lieu du tout-jetable à l'obsolescence programmée, gaspilleur et énergivore, les objets seraient robustes, démontables/réparables, réutilisables, et recyclables en fin de vie (si fin il y a). Ces objets pourraient aussi être beaux en résorbant la division entre l'art et la vie dans une sorte de « communisme du luxe » !

Extension de la sphère de la gratuité

La démarchandisation passe aussi par l'extension de la sphère de la gratuité, comprise comme le libre accès égalitaire aux biens (produits alimentaires de base) et aux services (transports publics, enseignement, soins de santé...) tout en assumant des choix sociaux et écologiques : gratuité de l'énergie et de l'eau nécessaires aux besoins de base et, au-delà de ce seuil, tarification fortement progressive en fonction de la consommation pour combattre le gaspillage.

* Avertissement de la Commission écologie : Cette contribution au débat dans la IV^e Internationale sur la « Société future » reprend une série d'éléments du document « La destruction capitaliste de l'environnement et l'alternative écosocialiste » mais aussi des pistes explorées de manière plus personnelle par des auteur-es, membres ou non de notre courant. Elle devrait sans doute distinguer davantage ce qui relève de la société que nous voulons de la stratégie pour y mener. Enfin des questions sont seulement évoquées car feront nécessairement l'objet d'autres contributions (question de la reproduction sociale, de la démocratie...).

1. Michael Löwy, « XIII thèses sur la catastrophe (écologique) imminente et les moyens (révolutionnaires) de l'éviter », *Inprecor* n° 670/671 de janvier-février 2020.
2. Cf. Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels – Comment sortir du productivisme*, Éd. Zones, Paris 2019, p. 137.



Travailler moins

La réduction massive et collective du temps de travail est cohérente avec la réduction de la production matérielle et des transports (même si certaines productions comme l'agriculture par exemple demandent plus de travail vivant). Elle devrait s'accompagner d'une forme d'échelle mobile du temps de travail pour répartir le travail utile. Elle libérerait du temps pour des activités sociales, politiques, ludiques, artistiques, érotiques... Le « Règne de la liberté » selon Marx.

Le partage du travail nécessaire doit se concevoir d'emblée comme incluant la sphère de la reproduction sociale. Aujourd'hui les femmes assument gratuitement la plus grande partie des travaux de reproduction dans le cadre de la famille, et ce travail est invisible car ne passant pas par le marché. Une autre organisation du travail devra déféminiser, dé-privatiser et reconnaître la place essentielle des soins aux enfants, aux malades, aux personnes âgées et globalement de prendre soin/réparer le vivant.

Changer le travail

Mais il ne suffit pas de réduire la durée du travail, il faut aussi contester sa finalité, son contenu, son organisation et sa division, s'attaquer au travail contraint, aliéné, à ce que Marx appelle un travail « pour ainsi dire dénué de toute qualité ». Les salarié-es n'en-

durent pas seulement l'usure physique, mais aussi la souffrance générée par ce travail mal fait qui n'a pas de sens.

Pour en finir avec la dépossession des travailleurs de la maîtrise de leur travail, pour redonner toute leur place aux connaissances concrètes, pratiques et réelles du processus de travail, aux savoir-faire collectifs et individuels, il faut sortir du salariat comme rapport social de domination, construire une véritable autogestion des unités de production.

Produire autrement c'est aussi sortir du cercle infernal « *travail aliéné, loisirs aliénés et consommation aliénée* ».

Articuler autogestion et planification

La production, la distribution, la consommation doivent être organisées non seulement par les « *producteurs et productrices* » mais par l'ensemble de la société. La planification démocratique doit permettre aux hommes et aux femmes de se réapproprier comme citoyen-es, habitant-es, usager-es, les grands choix sociaux relatifs à la production, de décider de ce qu'il faut produire. Ce niveau de démocratie économique et politique doit s'articuler avec un autre niveau, celui qui nous permet en tant que travailleur-es, producteur-es de maîtriser la gestion et l'organisation de son unité de travail, de décider la manière de produire. C'est la combinaison de ces différents niveaux de démocratie qui permet la coopération et

non la concurrence, une gestion effectivement rationnelle d'un point de vue écologique et social, épanouissante d'un point de vue humain, à l'échelle de l'atelier, l'entreprise, la branche... mais aussi de la commune, de la région, du pays et même de la planète !

Sur les besoins

Le capitalisme crée sans cesse de nouveaux besoins artificiels, néfastes – à la fois insoutenables et aliénants. Dans le même temps des besoins vitaux ne sont pas/plus satisfaits.

Le consumérisme, comme le productivisme, est inhérent à ce système. L'addiction consumériste est profondément ancrée en chacun-e de nous. Comment en sortir ? Comment définir les besoins qui doivent être satisfaits en vue d'une vie bonne ? En prenant en compte que ces besoins doivent être « *universalisables* » et non réservés à quelques-un-es, ou à certaines parties du monde.

La société capitaliste a pour devise : « *ce qui est bon pour tous ne vaut rien, tu ne seras respectable que si tu as mieux que les autres* ». Gorz propose de lui opposer une autre devise : « *Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul est digne d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne* ». La déconstruction des besoins artificiels et la définition des besoins à satisfaire doivent être l'objet de la délibération collective.



L'être plutôt que l'avoir

« La seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépendant le minimum de forces et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté » (3). Le règne de la liberté commence au-delà du travail, donc de la sphère de la production. La vraie richesse ne réside pas dans pas l'accroissement infini de biens – l'avoir – mais la réduction de la journée de travail, et l'accroissement du temps libre – l'être. Cela implique de renoncer au joker de l'abondance et d'assumer que la liberté réside dans l'autolimitation et non dans l'illimitation qui est forcément aliénante.

Campagnes, villes... bidonvilles...

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population urbaine dépasse la

population rurale. Au début du XX^e siècle, seulement une personne sur 10 vivait en ville, cent ans plus tard, plus d'une sur deux. Selon les prévisions, la population citadine pourrait atteindre 70 % de la population mondiale en 2050. Près de la moitié de l'urbanisation se fait aujourd'hui via les bidonvilles, notamment dans les régions les plus pauvres du monde.

Au-delà de l'impératif de casser la spéculation foncière, de libérer la ville (pas seulement) de la voiture au profit des transports en commun, des espaces récréatifs et de la mobilité douce (espaces réservés aux piétons et aux cyclistes), de la « désartificialiser » (agriculture urbaine et maraîchage communautaire, restauration des biotopes enchâssés dans le tissu urbain) se pose la question d'une politique de long terme visant à rééquilibrer les populations urbaines et rurales et à dépasser l'opposition entre villes et campagnes. Se pose aussi la question de préserver et/ou de reconstituer des communautés humaines vivables, durables, à une échelle permettant une démocratie réelle.

Humains/non-humains

On peut affirmer que pour en finir avec le traitement abject infligé aux animaux mais aussi pour la santé, la réduction des émissions de GES, la préservation de la biodiversité... il faut réduire radicalement la consommation de viande et en finir avec l'industrie de la viande, la pêche industrielle... Mais cela n'épuise pas la question des relations entre humains et non-humains.

Nous n'avons pas (encore) avancé collectivement sur cette question. Il s'agit plutôt de nourrir notre réflexion. Ce passage est

donc fait d'apports divers, il doit beaucoup au travail de Daniel Tanuro.

Pour Daniel Bensaïd dans un article de 2003 : « On peut cependant se demander s'il est indispensable d'aborder la responsabilité envers les animaux d'un point de vue moral (difficile à fonder), et non simplement d'un point de vue écologique. Pourquoi moraliser l'écologie au point de ressusciter des transcendances qui évoquent les anciennes théologies naturelles et la sacralisation du vivant ? N'est-ce pas jouer un anthropocentrisme (celui du privilège humain de pouvoir penser le monde en termes moraux) contre un autre (celui d'un humanisme égoïste plaçant l'humanité au sommet de la création) ? Ne serait-il pas plus sage de concevoir l'interdépendance des êtres dans l'écosystème et leurs responsabilités réciproques du point de vue de l'éthique immanente et profane d'une écologie critique ? » (4)

Au moins deux questions :

• Comment vivre avec les animaux ?

On peut explorer la voie proposée par Jocelyne Porcher (5) pour qui les animaux ne doivent pas être vus comme des « objets du travail » mais comme des collaborateurs particuliers dans « le monde humain du travail ». Il ne s'agit pas seulement de bien-être mais de reconnaissance de ce que les animaux apportent spécifiquement au travail. « Il s'agit donc, au fond, de mettre en place une sorte de droit du travail (ou au travail) des animaux domestiques, qui poserait les bases de nos obligations envers eux en fonction du travail que nous attendons d'eux et de ce qu'ils en attendent ». Un droit du tra-

3. K. Marx, *le Capital*, livre III, p. 198, Éditions sociales, Paris 1977.

4. Daniel Bensaïd, *Un monde à changer – mouvements et stratégies*, collection La Discorde, Textuel, Paris 2003.

5. Jocelyne Porcher, *Vivre avec les animaux – Une utopie pour le XXI^e siècle*, La Découverte, Paris 2014.

6. Eduardo Kohn, *Comment pensent les forêts*, Zones sensibles, Bruxelles 2017.

vail qui implique « aussi d'offrir aux animaux les conditions de vie le plus en accord avec leur monde propre et leurs goûts », en intégrant le fait que, « comme pour les salariées, il y a une vie en dehors du travail et après les années de travail ».

• Réapprendre à « penser en deux »

À partir de son travail avec les Ruma, l'anthropologue Eduardo Kohn (6) défend l'idée que l'extrême complexité et le danger permanent de la sylvie équatorienne ont fait de la capacité d'interprétation des signes produits par les non-humains une condition de survie des humains dans ce milieu particulier.

Il invite à assumer notre dualité d'espèce « anaturelle par nature ». Rendus « trop humains » par la modernité, nous devons réapprendre à « penser en deux ». Et il plaide pour un « processus ardu de décolonisation de la pensée » visant à « ménager de la place pour un autre type de pensée – un type de pensée plus vaste, qui englobe l'humain et le soutient ». « Le type de pensée qui pense à travers les vies des gens comme les Runa (ou les autres) qui interagissent intimement avec les êtres vivants de la forêt d'une façon qui amplifie la logique distinctive de la vie ». Ce type de pensée ne peut exister sans contact avec les autres formes du vivant, plantes et animaux. Kohn n'est pas tourné vers le « bon vieux temps » mythifié mais vers un futur à construire d'urgence, et c'est au nom de l'intérêt humain qu'il argumente contre l'anthropocentrisme : « Si nous voulons survivre à l'Anthropocène, cette ère indéterminée qui est la nôtre, dans laquelle le monde au-delà de l'humain est de plus en plus transfiguré par le trop-humain, nous devons cultiver activement ces manières de penser (...) apprendre à prêter attention aux genres

de vies qui existent au-delà de l'humain, de manière à permettre à la logique de la vie au-delà de l'humain de travailler en nous ».

L'anthropologue Philippe Descola explique que pour les Achuars d'Amazonie « les non-humains étaient tout sauf la nature. C'étaient des partenaires sociaux qui n'étaient pas divinisés ni sacrifiés puisqu'on les chassait, qu'on les mangeait, plantes comme animaux. Néanmoins, ils étaient dotés d'une dignité de sujets qui permettait une communication de sujet à sujet ».

Humanité-nature

Au cours du XX^e siècle, les pays du dit « socialisme réel » ont été incapables d'offrir une alternative à la destruction productiviste de l'environnement, à laquelle ils ont contribué de façon importante.

Le bilan de l'URSS, de la Chine et des pays de l'Est ne peut pas être attribué exclusivement à la dégénérescence bureaucratique et à la contre-révolution stalinienne.

Sur le plan idéologique, elle fut favorisée en partie par l'imprégnation du mouvement révolutionnaire par les conceptions scientifiques mécanistes. Ces conceptions, qui doivent être analysées dans leur contexte historique, ont déterminé une vision de l'environnement comme un élément à dominer, modelable à volonté et sans limites. Ces idées étaient présentes dans la plupart des tendances du mouvement ouvrier, même dans l'opposition de gauche au stalinisme.

Pour Philippe Descola, « la nature, cela n'existe pas. La nature est un concept, une abstraction. C'est une façon d'établir une distance entre les humains et les non-humains (...) qui a pris sa forme définitive avec la révolution scientifique (...), un dispositif métaphysique, que l'Occident et les Européens ont inventé pour mettre en avant la distanciation des humains vis-à-vis du

monde, un monde qui devenait alors un système de ressources, un domaine à explorer dont on essaye de comprendre les lois ». Il ajoute : « le capitalisme a besoin de ce sous-bassement que j'ai appelé le naturalisme ; c'est-à-dire cette distinction nette entre les humains et les non-humains, la position en surplomb des humains vis-à-vis de la nature. » Et il propose d'« inventer des formes alternatives d'habiter la Terre, des formes alternatives de s'organiser entre humains et d'entretenir des relations avec les non-humains. »

Il s'agit de développer pas à pas une nouvelle conscience écologique, une nouvelle cosmogonie, une nouvelle culture développant des valeurs de respect, de soin et de prudence. L'humanité a causé beaucoup de destructions écologiques, mais il n'y a aucune raison de penser que l'intelligence et la sensibilité humaines ne puissent pas nous permettre de réapprendre ce que les conceptions mécanistes de la nature nous ont fait oublier, de prendre soin de l'environnement, de reconstruire ce qui peut l'être et d'inventer, ce faisant, une nouvelle culture de notre relation avec le reste de la nature.

La vision de « la vraie nature » comme la nature sans l'être humain est anhistorique et misanthrope. Elle n'apporte aucune solution réelle, vu que cette « vraie nature », vierge, n'existe nulle part sur la surface du globe. Face à cette impasse, la cosmogonie des peuples indigènes (la Terre-Mère) constitue une source d'inspiration pour une autre conception des rapports humanité-nature, une conception libérée de la monomanie de la valeur et de la rationalité instrumentale propre aux « eaux glacées du calcul égoïste ». Mais c'est une source d'inspiration, pas un produit d'exportation. Une société communiste, sans classes, ressemblera à certains égards aux sociétés dites « primitives », mais sera cependant bien différente, vu le niveau de développement des forces productives. De même, cette société élaborera une conception des rapports humanité-nature qui, probablement, ressemblera à certains égards à celle des peuples indigènes, mais sera néanmoins différente. Une conception dans laquelle les notions éthiques de précaution, de respect et de responsabilité, ainsi que l'émerveillement devant la beauté du monde, interféreront en permanence avec une appréhension scientifique à la fois de plus en plus fine et de plus en plus clairement incomplète. ■



6. Eduardo Kohn, *Comment pensent les forêts*, Zones sensibles, Bruxelles 2017.

Produisons moins, partageons mieux, décidons ensemble !

*Déclaration finale de la Conférence écosocialiste 2020 pour la justice climatique**

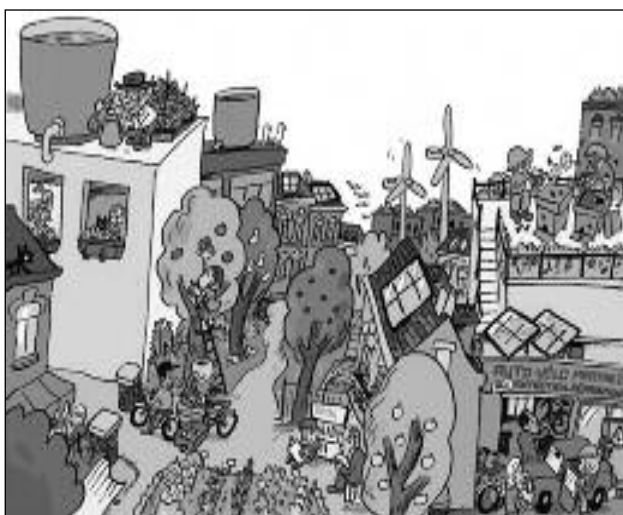
La pandémie de Covid-19 a révélé la fragilité de l'économie mondiale néolibérale. Nous devons ainsi faire face à une nouvelle vague d'austérité et de chômage, alors que les gouvernements défendant les intérêts des entreprises augmentent les impôts et réduisent les dépenses de l'État, comme ils l'ont fait après le krach financier de 2008. Tout ceci se déroule dans le contexte de l'effondrement imminent des écosystèmes mondiaux causé par une surproduction impitoyable, un agrobusiness vorace et l'exploitation délibérée d'hydrocarbures bon marché et polluants pour le profit des entreprises.

Nous devons remettre en question ce mode de production capitaliste, fondé sur la croissance et la consommation.

Les mesures contre la crise climatique doivent tenir compte du fait que les femmes, les personnes non blanches et la classe ouvrière en général sont touchées de manière disproportionnée par les crises combinées de la pandémie, de l'économie et de la destruction de nos écosystèmes.

Si nous ne nous mobilisons pas maintenant, dans ces dix prochaines années le réchauffement climatique deviendra irréversible, ce qui entraînera une détérioration rapide de la santé et du niveau de vie de la plupart des habitant-es de la planète. C'est pourquoi nous avons besoin d'un mouvement de masse à l'échelle mondiale, pour obliger les gouvernements à empêcher une augmentation de la température moyenne à la surface de la planète au-delà de 1,5 °C d'ici 2030. Face aux intérêts économiques particuliers qui cherchent à empêcher la réalisation de cet objectif, nous devons construire un mouvement populaire suffisamment puissant pour changer le système.

Un tel mouvement international implique des objectifs précis. Nos revendications



immédiates incluent notamment :

❶ Le contrôle démocratique et l'appropriation publique de toutes les industries destructrices (comme l'industrie des combustibles fossiles), ainsi que leur conversion immédiate à des sources d'énergie renouvelables. Les travailleurs de ces secteurs devront pouvoir exercer leurs compétences et leur créativité pour la production de services et produits utiles et durables. Les industries de l'armement doivent être démantelées et converties en productions purement civiles et pacifiques. Enfin, un programme de reconversion doit garantir le plein emploi avec une réduction et un partage égal du temps de travail.

❷ L'arrêt immédiat de toutes les subventions d'État aux industries aériennes et automobiles, et l'introduction de taxes punitives sur les émissions de carbone et les pollueurs. Nous nous battons pour une socialisation des compagnies aériennes et de l'industrie automobile, leur démantèlement drastique, leur conversion et enfin leur intégration dans un système de transport public abordable et durable. En outre, il est urgent de mettre en place des systèmes de transport urbain gratuits.

❸ Un plan d'urgence international coordonné au niveau des États, des villes et des villages, pour une transition globale vers une économie neutre en carbone et équilibrée sur le plan écologique. Ce plan doit être éla-

boré via l'auto-organisation et la mobilisation de masse des travailleurs et travailleuses, des paysan-e-s, des femmes et des peuples indigènes. Il doit notamment inclure la conversion de l'agro-industrie et de l'élevage intensif en un système de production alimentaire écologique et durable.

❹ Une transformation écosocialiste doit inclure la socialisation du travail de soins aux proches, et sa répartition équitable au sein de la société. Des emplois écologiquement durables doivent être créés dans des domaines de la santé et des soins gratuits et universels, du logement, de l'éducation et des services socialement utiles.

❺ L'annulation immédiate de toutes les dettes, en particulier celles des pays du Sud global et de la périphérie. Les banques internationales et le commerce financier doivent être taxés pour financer un programme de conversion écologique dans le Sud global, en réparation de l'esclavage, du colonialisme et de la destruction écologique causés par l'industrialisation occidentale. La mondialisation économique-financière doit être remplacée par des relations économiques sociales et environnementales entre le Nord et le Sud. Dans cette perspective, notre écosocialisme est solidaire des mouvements populaires du Sud mondial qui luttent contre le néolibéralisme et qui affirment une souveraineté populaire et démocratique.

❻ La socialisation de l'industrie bancaire et financière, et son remplacement par un service bancaire public, géré démocratiquement pour l'investissement dans des plans d'urgence de projets écologiquement durables et socialement justes.

Les mots et les bonnes intentions ne suffisent plus. Le capitalisme est littéralement en train de tuer la planète. Un changement de système au niveau continental et mondial est nécessaire. Nous avons besoin d'une alternative radicale, anticapitaliste, écologique, féministe, internationaliste et antiraciste qui place les gens et la planète avant les profits privés. L'écosocialisme offre une alter-

* La conférence internationale de 2020 s'est tenue (par internet) du 26 au 28 juin. Consultez la page (en anglais) de l'Ecosocialist Conference for Climate Justice : www.eco-soc.net

native au système capitaliste et un avenir pour lequel il vaut la peine de se battre.

Une action commune et décisive : les prochaines étapes

La mobilisation massive des populations est nécessaire pour arrêter la crise climatique. C'est pourquoi il est nécessaire de construire un mouvement international contre la destruction de l'environnement par le capitalisme.

Nous pensons que le mouvement international pour la justice climatique devrait s'accorder sur des campagnes de masse communes dans un avenir immédiat, dans le but de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre. À cette fin, nous nous attèlerons à promouvoir un dialogue entre le mouvement pour la justice climatique, les syndicats et les mouvements sociaux progressistes. En effet, la protection du climat, la protection de la santé des personnes et les intérêts des travailleurs pour des emplois décentes et significatifs doivent pouvoir trouver une expression commune.

Nous soutenons donc la mobilisation pour des manifestations de masse à Glasgow et ailleurs en lien avec la COP26 de novembre 2021. Nous soutenons également les initiatives pour une journée mondiale d'action et de mobilisation pour la justice climatique à l'automne 2020.

Nous affirmons que le mouvement pour la justice climatique, les organisations progressistes et les syndicats doivent discuter du lancement de vastes campagnes internationales :

❶ Pour la réduction massive de l'élevage intensif et de l'industrie de transformation de la viande, en défendant par contraste le développement de l'agriculture biologique et de l'industrie alimentaire durable.

❷ Pour la socialisation des transports, en particulier de toutes les compagnies aériennes et de l'industrie aéronautique et automobile, et pour leur conversion dans la production de systèmes de transport public gratuits/à bas prix et des produits socialement utiles, qui soient durables sur le plan environnemental.

Enfin, nous convenons de nous retrouver physiquement en 2021, pour poursuivre le travail de cette conférence écosocialiste pour la justice climatique et développer notre programme d'action et notre alternative écosocialiste.

● **Stoppons la hausse à 1,5 °C !**

● **Faisons passer les gens et la planète avant les profits !**

● **Luttons pour une alternative écosocialiste !**

L'étincelle à la recherche de la poudrière

Déclaration internationale des surréalistes

Coiffure rituelle pour la Danse de la Paix Kwakwaka'wakw qui a longtemps été dans l'atelier d'André Breton



La rébellion porte sa justification en elle-même, tout à fait indépendamment des chances qu'elle a de modifier ou non l'état de fait qui la détermine. Elle est l'étincelle dans le vent, mais l'étincelle qui cherche la poudrière.

André Breton

Si une seule chose m'a donné de la joie ces dernières semaines, ce fut quand les matriarches à Unist'ot'en ont brûlé le drapeau canadien et déclaré morte la réconciliation. Comme un feu sauvage, cela a gagné les cœurs de la jeunesse à travers les territoires (...). La réconciliation était un faux-semblant, un moyen pour eux d'agiter devant nous une carotte et de nous tromper. N'avons-nous aucun droit à la terre volée à nos ancêtres ? Il est temps de tout foutre par terre, de tout fermer !

Tawinikay (Femme du Vent du Sud)

Le contenu toxique transporté par les oléoducs canadiens, que ce soit le pétrole des sables bitumineux ou le gaz naturel issu de la fracturation est, de l'avis de tous les climatologues sérieux, une cause majeure,

peut-être décisive, du réchauffement global, c'est-à-dire de la catastrophe écologique. Destinés à être un carburant de l'expansion industrielle, les oléoducs sont devenus un carburant de la révolte. Conçus pour transporter ces énergies fossiles d'un lieu à un autre, ils sont un aspect crucial de la normalisation du douteux paradis de la croissance sans limites, devant laquelle sont censés s'agenouiller dévotement tous les citoyens-consommateurs obéissants. Dans cette région que les cartographes coloniaux ont dénommée Colombie britannique, l'extraction des ressources a toujours été le nom de leur jeu, mais l'essor en février 2020 d'un large réseau d'opposition a été encourageant, qui va des guerriers indigènes qui se battent pour récupérer leurs terres aux vétérans, gardiens des traditions, des activistes d'Extinction Rebellion aux anarchistes partisans de l'insurrection. Chemins de fer, autoroutes et bateaux ont été bloqués ; les autorités provinciales, les locaux administratifs du gouvernement fédéral, les banques et les sièges des sociétés industrielles ont été occupés. Ce qui a catalysé cette révolte a été le soulèvement indigène généralisé né du refus des illusoire promesses de conciliation. Ensemble, ces forces rebelles ont désorganisé le monde des affaires comme il va, en solidarité avec le clan des Unist'ot'en de la Grande Grenouille et la maison tribale des Wet'suwet'en.

Comme par l'effet d'un hasard objectif, le premier camp de défense indigène est situé à Hazelton, BC, non loin de l'endroit où le surréaliste Kurt Seligmann et sa femme ont séjourné en 1938. À cette époque, ils visitèrent Gitxan et les villages Wet'suwet'en, émerveillés par les mâts totémiques et les objets rituels, prenant des notes sur le terrain, filmant en 16mm, recueillant des histoires et enregistrant des récits mythiques. Aujourd'hui, en 2020, un nombre grandissant de ces mêmes peuples indigènes menace d'arrêter l'économie canadienne jusqu'à

Lutte écologique

la réduire en miettes. Refusant d'être achetés par les pétrodollars des sociétés pétrolières ou d'être neutralisés par un système juridique qui n'a fait que les « pacifier », les brutaliser ou les trahir, tout en volant leurs terres, les peuples indigènes ont réagi en luttant farouchement contre les forces de la loi et de l'ordre colonial, dans une tempête radicale de désobéissance civile et en perturbant la vie sociale. Une action succédait à une autre, créant un mouvement qui paraissait ne pouvoir être stoppé. Quand un blocage d'autoroute allait être défait par la Police montée royale canadienne, un autre allait surgir ailleurs, en un endroit tel que s'étendait ainsi à travers tout le continent la ligne de front de cette bataille. Puis survint le destructeur virus Covid-19 qui s'ajouta aux dommages déjà causés à l'économie capitaliste par le virus incendiaire de la révolte. La résistance de ces communautés indigènes contre les pipelines nous concerne tous, au niveau international : car elle est aux avant-postes de la lutte contre le réchauffement climatique.

À l'avenir, la question clé sera de savoir si les autorités canadiennes pourront à nouveau enfermer le génie de la rébellion indigène dans la bouteille de la « réconciliation ». Nous, surréalistes, espérons bien que non et nous déclarons ici une fois de plus notre admiration et notre solidarité envers l'intraitable esprit insurrectionnel de la résistance indienne. Une autre réalité est à inventer et à vivre que celle qui aujourd'hui comme hier s'impose avec son misérabilisme environnementaliste et ses hiérarchies colonialistes et racistes. Le regard toujours ébloui par la coiffure rituelle pour la Danse de la Paix Kwakwaka'wakw qui a longtemps été dans l'atelier d'André Breton, avant de revenir selon les souhaits de celui-ci réalisés en 2003 par sa fille Aube Ellouët, à Alert Bay, sur Cormorant Island, les surréalistes aujourd'hui affirment que la lutte qu'ils mènent, dans leur propre domaine d'intervention, pour l'émancipation de la communauté humaine est en parfaite concordance avec le combat des peuples amérindiens contre la civilisation occidentale-globalisée et sa folie écocide. ■

Mai 2020

Cette déclaration a été signée par :

Des surréalistes aux États-Unis : Gale Ahrens, J.K. Bogartte, Eric Bragg, Thom Burns, John Clark, Casi Cline, Steven Cline, Jennifer Cohen, Laura Corsiglia, David Coulter, Jean-Jacques Dauben, Rikki Ducornet, Terry Engel, Alice Farley, Natalia Fernandez, Brandon Freels, Beth Garon, Paul Garon, Robert Green, Maurice Greenia,

Brigitte Nicole Grice, Donna Hathaway, Karl Howeth, Joseph Jablonski, Timothy Robert Johnson, Robin D.G. Kelley, Paul McRandle, Irene Plazewska, Theresa Plese, David Roediger, Penelope Rosemont, Tamara Smith, Steve Smith, Michael Stone Richardson, Abigail Suzik, Sasha Vlad, Joël Williams, Craig S. Wilson et le groupe *Blue Feathers* (Minnesota) : Barrett John Erickson, Dale Houstman.

Des surréalistes au Canada : Jason Abdelhadi (Ottawa), Jacques Desbiens, Peter Dubé, Sabatini Lasiesta, Bernar Sancha (Montréal), David Nadeau (Québec), Beatriz Hausner, Sherry Higgins (Toronto), Erik Volet (Victoria) et le groupe surréaliste d'Inner Island (Colombie Britannique) : as.matta, Jesse Gentes, Sheila Nopper, Ron Sakolsky.

Les surréalistes en Argentine : Luis Condé, Silvia Guiard, Alejandro Michel.

Les surréalistes au Brésil : Mario Aldo Barnabé, Diego Cardoso, Elvio Fernandes, Beeau Gomez, Alex Januario, Sergio Lima, Rodrigo Qohen, Natan Schäfer, Renato Souza.

Les surréalistes au Chili : Jaime Alfaro, Magdalena Benavente, Jorge Herrera F., Miguel Angel Huerta, Ximena Olguin, Sebastian Riveros, Enrique de Santiago, Andrés Soto, Claudio Vila.

Susana Wald (**Chili**), Adolfo Gilly (**Mexique**)

Les surréalistes au Costa Rica : Gaetano Andreoni, Amirah Gazel, Miguel Lohlé, Denis Magerman, Alfonso Pena.

José Miguel Pérez Corrales (**Îles Canaries**)

Groupe surréaliste d'Athènes : Sotiris Lontos, Elias Melios, Nikos Stabakis, Theoni Tambaki, Thomas Typaldos, Marianna Xanthopoulou.

Dan Stanciu (**Bucarest**).

Les surréalistes en Grande-Bretagne : Jay Blackwood, Jill Fenton, Rachel Fijalkowska, Krzysztof Fijalkowski, Katleen Fox, Lorna Kirin, Stephen Kirin, Rob Marsden, Douglas Park, Wedgwood Steventon, Francis Wright.

Le groupe surréaliste au Pays de Galles : Jean Bonnin, Neil Combs, David Greenslade, Jeremy Over, John Richardson, John Welson.

Le groupe surréaliste de Leeds : Stephen J. Clark, Kenneth Cox, Luke Dominey, Amalia Higham, Bill Howe, Sarah Metcalf, Peter Overton, Jonathan Tarry, Martin Trippett.

Le groupe surréaliste de Londres : Stuart Inman, Philip Kane, Timothy B. Layden, Jane Sparkes, Darren Thomas.

Le groupe surréaliste de Madrid : Eugenio Castro, Andrés Devesa, Jesus Garcia Rodriguez, Vicente Gutierrez Escudero, Lurdes Martinez, Noe Ortega, Antonio Ramirez, José Manuel Rojo, Maria Santana, Angel Zapata.

Le groupe surréaliste de Paris : Elise Aru, Michèle Bachelet, Anny Bonnin, Massimo Borghese, Claude-Lucien Cauët, Taisia Cherkasova, Sylwia Chrostowska, Hervé Delabarre, Alfredo Fernandes, Joël Gayraud, Régis Gayraud, Guy Girard, Michael Löwy, Pierre-André Sauvageot, Bertrand Schmitt, Sylvain Tanquerel, Virginia Tentindo, Michel Zimbacca.

Ody Saban (**Paris**).

Les surréalistes aux Pays-Bas : Jan Bervoets, Elizé Bleys, Josse de Haan, Rik Lina, Hans Plomp, Peter Schermer, Wijnand Steemers, Laurens Vancrevel, Her de Vries.

Les surréalistes au Portugal (section du Cabo Mondego) : Miguel de Carvalho, Luis Morgadinho.

Le groupe surréaliste de Prague : Frantisek Dryje, Katerina Pinosova, Martin Stejskal, Jan Svankmajer, Joe Grim Feinberg.

Le groupe surréaliste de Stockholm : Johannes Bergmark, Erik Bohman, Karl Eklund, Mattias Forshage, Riyota Kasamatsu, Michael Lundberg, Emma Lundenmark, Maja Lundgren, Kristoffer Noheden, Sebastian Osorio.

Le groupe surréaliste au Proche-Orient et en Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Irak, Palestine, Syrie) : Mohsen Elbelasy, Ghadah Kamal, Yasser Abdelkawy, Tahani Jalloul, Fakhry Ratrouf, Onfwad Fouad, Miachel Al Raie.

Les surréalistes en Australie : Anthony Redmond, Michael Vandelaar, Tim White.

Post-scriptum

Pendant la récolte des signatures pour la déclaration ci-dessus, nous avons pu constater comment ce refus du moindre compromis avec le suprématisme blanc et la violence policière s'est vu reflété dans les flammes étincelantes du soulèvement de Minneapolis, qui a mis le feu à une poudrière de rages accumulées, suscitant un véritable séisme de révoltes spontanées dans les rues américaines. Il n'était que justice qu'en solidarité avec ce soulèvement contre les brutalités policières, provoqué par l'exécution/lynchage de George Floyd par les flics, les manifestants antiracistes aux États-Unis aient choisi l'action directe en décapitant ou en renversant les statues de Christophe Colomb, symbole génocidaire de l'expropriation coloniale des terres indigènes. ■

15 juin 2020

**Ron Sakolsky, Penelope Rosemont,
Michael Löwy, Guy Girard.**

L'œuvre d'Ernest Mandel

Un héritage important pour le combat révolutionnaire au XXI^e siècle



Par
Manuel Kellner*

Décédé il y a un quart de siècle, Ernest Mandel (1923-1995) nous a laissé une importante œuvre théorique. Elle est incontournable pour quiconque veut faire le bilan du XX^e siècle et contribuer à l'élaboration de perspectives révolutionnaires pour le XXI^e siècle.

Le fil rouge de la pensée d'Ernest Mandel, l'axe autour duquel tournent ses écrits comme sa vie de militant révolutionnaire, ce sont l'auto-activité solidaire et l'auto-organisation démocratique de la classe ouvrière : la clé de voute pour une émancipation humaine universelle. L'idée centrale de ses apports concernant la stratégie du combat pour une société sans classe, et en même temps la quintessence de sa vision de la démocratie socialiste à venir au niveau mondial, découle de ses critiques élaborées du capitalisme et des autres systèmes coercitifs contemporains. L'internationalisme d'Ernest Mandel était organique, lié au centre de ses préoccupations et inséparable de son parti pris pour les intérêts des salarié-es, des opprimé-es, des déshérité-es et de toutes et tous les laissés pour compte.

Cela explique aussi pourquoi Ernest Mandel a écrit sur tant de sujets. Sa biographie remarquable par Jan Willem Stutje nous montre l'homme et son dévouement à la

cause révolutionnaire ainsi qu'à la construction de notre IV^e Internationale (1). Le recueil de prises de parole au séminaire de 1999 à Amsterdam, sur sa contribution à la théorie marxiste, publié sous la direction de Gilbert Achcar est riche d'enseignements (2). Mon livre sur son œuvre théorique, se basant essentiellement, mais pas uniquement, sur la lecture de ses écrits, donne une vue d'ensemble sur son apport théorique tout en discutant ses forces et faiblesses (3).

Critique de l'économie politique

Le *Traité d'économie marxiste* de 1962 (achevé en mai 1960) d'Ernest Mandel voulait démontrer « *qu'en partant des données empiriques des sciences contemporaines, on peut reconstituer l'ensemble du système économique de Karl Marx* » (4). La richesse des références à un grand nombre de publications provenant de divers domaines des sciences humaines et sociales appuie son argumentation sur ce qui demeure l'actualité de la critique de Karl Marx du mode de production capitaliste – en dépit de l'expansion économique de longue durée de l'après-guerre.

Dans cet ouvrage, comme dans d'autres traitant du même sujet et dans ses nombreuses « *Introductions* » aux œuvres de Marx et de ses successeurs, Ernest Mandel s'éloignait

de la scolastique pseudo-marxiste consistant à « *prouver* » à coups de citations que Marx avait raison. De même, Mandel n'était aucunement tenté de traiter les catégories de la critique de l'économie politique de Marx comme des données qui découlent logiquement et de manière dogmatique l'une de l'autre. Son ambition, c'était de synthétiser l'histoire économique et la théorie économique ; de montrer que c'est là qu'il faut voir la force de l'approche de Marx. Par exemple, il a développé la théorie de la valeur-travail en partant d'exemples précapitalistes d'accaparement du surproduit par une classe dominante.

Le grand avantage de cette méthode est didactique. Je connais un certain nombre de contemporains qui, comme moi-même, ont eu accès au *Capital* de Karl Marx par la lecture des écrits de Mandel. Le style de Mandel, c'était l'illustration de ses arguments par un grand nombre d'exemples

* Manuel Kellner est membre de la direction de Internationale Sozialistische Organisation (ISO, section allemande de la IV^e Internationale) et rédacteur du mensuel Sozialistische Zeitung. Il a publié notamment *Trotzkismus. Einführung in seine Grundlagen : Fragen nach seiner Zukunft* (Le trotskisme : Introduction à ses fondements et questions sur son avenir), Stuttgart 2004 ; *Gegen Kapitalismus und Bürokratie : zur sozialistischen Strategie bei Ernest Mandel* (Contre le capitalisme et la bureaucratie : sur la stratégie socialiste d'Ernest Mandel), Neuer isp-Verlag, Karlsruhe/Köln 2010 ; *Kritik der Religion und Esoterik : Ausser sich sein und zu sich kommen* (Critique de la religion et de l'esotérisme : être hors de soi et revenir à soi), Stuttgart 2010 et, avec Ekkehard Lieberam et Robert Steigerwald, *Reform und Revolution* (Réforme et révolution), Hamburg 2013.

1. Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel – Rebel tussen droom en daad, 1923-1995*, Houtekiet & Amsab-ig, Antwerpen-Gent 2007

2. Gilbert Achcar (direction), *le Marxisme d'Ernest Mandel*, PUF, Paris 1999.

3. Manuel Kellner, *Gegen Kapitalismus und Bürokratie – zur sozialistischen Strategie bei Ernest Mandel*. Ce livre est en cours de traduction et devrait paraître en français en 2021. Une traduction anglaise – *Against Capitalism and Bureaucracy : Ernest Mandel's socialist strategy* – sera publiée cette année par Brill & Haymarket books dans la série Historical Materialism.

4. Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, Tome 1 (introduction, p. 13), UGE 10/18, Paris 1969, <http://digamo.free.fr/mandel621.pdf>

Ernest Mandel (1923-1995)



Ernest Mandel et Hugo Blanco (à droite)

concrets. C'est pourquoi il était très compréhensible et convaincant dans ses écrits comme dans les présentations qu'il faisait dans des cours de formation, des colloques ou des meetings politiques. Dans la préface de son *Spätkapitalismus*, le capitalisme tardif (5), il détaille et défend sa méthode « historique-génétique », tout en la relativisant quelque peu, car il acceptait la critique d'avoir été trop « descriptif » dans son *Traité*.

Mandel n'était pas partisan d'une conception déterministe du matérialisme dialectique-historique. Il parlait de « variables partiellement autonomes » déterminant l'évolution du mode de production capitaliste. Il a expliqué pourquoi ce mode de production est apparu d'abord dans des pays d'Europe occidentale, non pas à cause de « lois » générales de développement historique, mais parce que certaines spécificités, certaines préconditions, y étaient réunies à un moment de l'histoire. Par exemple, l'or pillé en Amérique latine renforçant les possibilités d'accumulation du capital-argent et la séparation totale d'une partie importante de la population de ses moyens de production, ce qui permettait d'investir massivement dans l'exploitation de la force de travail. En Chine, ces préconditions n'étaient pas réunies, et donc – même si certaines technologies y étaient plus développées qu'en Europe – le mode de production capitaliste n'a pas pu se développer alors.

Écrit en allemand et publié en 1972, le *Spätkapitalismus* est considéré comme l'*opus magnum* d'Ernest Mandel. Pour situer cette œuvre il faut avoir à l'esprit qu'en ce temps-là on était encore loin de l'hégémonie néolibérale. L'idéologie domi-

nante faisait l'apologie du système capitaliste en suggérant que les contradictions criantes de ce mode de production étaient des histoires du passé : l'intervention de l'État avait su dompter les crises, le niveau de vie de beaucoup de salariés s'était amélioré sensiblement, les pays du « tiers monde » avaient la chance de rattraper le niveau des pays riches, les progrès des systèmes de sécurité sociale avaient surmonté les tendances à la paupérisation de larges masses.

Dans ce contexte, Mandel expliquait que les contradictions de la société de classe capitaliste n'étaient point dépassées, mais allaient exploser de plus belle dans un avenir proche. Il analysait les changements concrets du fonctionnement de ce capitalisme d'après-guerre qui était, pour lui, une nouvelle période dans le cadre du capitalisme impérialiste ou monopoliste analysé par Lénine.

Ernest Mandel avait aussi contribué à l'explication des crises destructrices de surproduction capitaliste qui apparaissent régulièrement – preuve de la défaillance du système capitaliste et bel exemple de la force de la critique de Karl Marx du mode de production capitaliste. Son apport original était le rejet d'explications mono-causales – par la théorie de la sous-consommation ou celle de la disproportion entre les grands départements de la production ou encore par la suraccumulation de capitaux. Dans sa synthèse, les fluctuations du taux de profit jouent un rôle important. Mandel n'étudiait pas seulement la force explicative des différentes approches, mais aussi leur rôle dans la lutte entre la classe ouvrière et le capital. Par exemple, la théorisation de la sous-consommation servait aux directions réformistes pour se limiter à l'augmentation du pouvoir d'achat des masses, supposée suffire pour combattre la crise. Mais si les salaires montent, les profits baissent... ce qui n'encourage guère les investissements capitalistes. Les théories de la disproportion entre les différents secteurs de production renvoient pour

leur part à « l'anarchie » de la production capitaliste. Là encore, c'était utilisé comme un argument pour un « super-holding » afin de surmonter les effets de la concurrence sur les décisions d'investissement. Enfin, la suraccumulation était utilisée comme argument par le capital pour accroître la production de plus-value. Une « version marxiste » de ce genre de théories présuppose un taux de chômage quasiment nul sur une très longue période, ce qui est utopique dans le mode de production capitaliste.

L'autre côté de la médaille, c'est la fonction des crises cycliques. Du point de vue du capital, il s'agit de crises de « nettoyage », ramenant de manière convulsive les prix aux valeurs réelles de manière à ce que seuls les entreprises et capitaux les plus forts restent en place, au détriment des plus faibles, qui disparaissent. La tendance à la concentration et la centralisation du capital se réalise ainsi, de manière catastrophique, à travers ses crises.

Ernest Mandel est un des rares théoriciens marxistes à avoir théorisé les « ondes longues » du capitalisme : ces périodes à tendance générale expansive ou dépressive, qui contiennent chacune plusieurs cycles de plus courte durée. Mais tandis que les crises conjoncturelles des cycles industriels contiennent en elles le germe de la relance économique, Mandel expliquait que les périodes longues à tendance dépressive ne contiennent pas les éléments nécessaires au retour à une période à caractère expansif. Pour cela, il faut des facteurs exogènes, extra-économiques, généralement de caractère politique. C'est, par exemple, la défaite séculaire de la classe ouvrière menant à la Seconde Guerre mondiale ainsi que les destructions catastrophiques causées par cette dernière qui ont permis une montée spectaculaire de la plus-value, au détriment des salarié-es, jetant ainsi les bases pour la période expansive de l'après-guerre.

Dans un certain sens, suivant Marx, Ernest Mandel parlait aussi de « l'effondrement » (*Zusammenbruch*) à venir du mode de production capitaliste, alors que ce dernier semblait être au sommet de sa réussite. Mais il ne croyait pas à un mécanisme économique amenant en soi un tel effondrement. Il soulignait en effet que si les salarié-es et opprimé-es étaient défaits, ne parvenaient pas s'opposer au traitement inhumain que le capitalisme leur imposerait, alors ce dernier pourrait s'en tirer – théoriquement – mais au prix de sombrer dans la barbarie globale. Au lieu d'un effondrement purement économique, Mandel défendait l'idée d'une crise multiforme globale, qui inclut la crise du système de domination

5. Ernest Mandel, *Der Spätkapitalismus, Versuch einer marxistischen Erklärung*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main 1972. La première traduction française est parue en 1976 sous le titre *Le Troisième Âge du capitalisme* aux éditions 10/18. Une version revue et corrigée par l'auteur a été publiée par Les Éditions de la Passion, Paris 1997.

politique et idéologique de la classe capitaliste. Une crise structurelle dont le dénouement c'est le socialisme ou la fin de la civilisation humaine.

Le socialisme

S'appuyant en cela sur les écrits de Marx et sur les termes des débats des bolchéviques russes et de la jeune Internationale Communiste au cours de la révolution, Ernest Mandel considérait que le socialisme est une société sans classes et donc sans État – sans cet appareil armé coercitif s'élevant au-dessus de la société. Dans une telle société, conçue comme première phase du communisme, la domination de l'homme sur l'homme aura fait place à la gestion commune de choses, des biens matériels de la société, par les productrices et les producteurs librement associés. Les marchandises et l'argent n'y seraient plus une force quasi naturelle soumettant les humains, l'économie de marché serait en train d'y dépérir pour faire place de plus en plus à une gestion commune visant à satisfaire les besoins. Quant au communisme, il serait – comme Marx l'a esquissé – une société dans laquelle la liberté de chacun serait la condition pour la liberté de toutes et tous : pas une « fin de l'histoire », mais au contraire le véritable début de l'histoire de l'humanité libérée de toutes les atrocités d'un passé caractérisé par l'exploitation, l'oppression et la violence.

Selon Mandel, pour arriver au socialisme il faut que la classe ouvrière, en mobilisant toutes les couches opprimées, prenne le pouvoir dans ses mains et s'approprie les forces productives développées par le capitalisme au niveau mondial pour les gérer et les transformer dans son propre intérêt. Le système politique apte à cela serait une démocratie socialiste, la seule forme de domination de la classe ouvrière (Marx et Engels identifiaient la « dictature du prolétariat » avec la Commune de Paris de 1871 – une ébauche s'il en est de la démocratie la plus épanouie) capable en même temps de combattre efficacement la résistance des classes possédantes contre leur expropriation et d'instaurer une planification démocratique. Il s'agirait encore d'un État, mais d'un État qui porte en soi dès le début le germe de son propre dépérissement, préparant ainsi le développement d'une société sans classe, « socialiste » dans le plein sens du mot.

Bien entendu, ce que les révolutionnaires disent de la « société de transition (au socialisme) » – qui commence à exister directement après la prise du pouvoir par la classe ouvrière – intéresse plus le com-

mun des mortels que l'utopie de la situation espérée qui en découlerait après des décennies. Et sur ce point-là, Ernest Mandel était très explicite : dès le début, cette société de transition au socialisme devra améliorer sensiblement le sort des salarié-es et des larges masses. Non seulement garantir des libertés démocratiques plus larges que dans n'importe quelle république démocratique parlementaire bourgeoise, mais aussi une base matérielle solide permettant aux masses d'exercer vraiment leurs droits démocratiques, de participer aux organes d'autogestion et aux processus de prises de décisions politiques. Pour Mandel, cela implique une réduction radicale générale du temps de travail, à côté d'un niveau de vie appréciable pour toutes et tous. Dans une telle société de transition, il faut une pluralité de partis et donc d'options politiques ainsi que des organisations et associations de masse indépendantes, à commencer par les syndicats.

À la recherche d'un point faible dans l'argumentation de Mandel, on tombe vite sur le problème de ces « bases matérielles » nécessaires pour réaliser ce progrès émancipateur. En lisant le chapitre traitant de ce problème dans le Traité d'économie marxiste – écrit, rappelons-le, au tout début des années 1960 –, il saute aux yeux que Mandel était alors loin d'être aussi conscient des problèmes écologiques qu'il ne le devint au cours des années 1980 (sans parler de la IV^e Internationale aujourd'hui). Dans les sources d'une accumulation socialiste men-

tionnée par Mandel au début des années 1960, il y a le nucléaire et le développement extensif de l'agriculture à l'aide d'engrais chimiques, ce qu'il n'aurait pas écrit plus tard.

Il faut bien avoir en tête que l'idée libératrice chez Mandel est fortement liée à une abondance relative des moyens de consommation, sans laquelle une distribution des biens de consommation sous forme non marchande n'est concevable qu'avec un régime de rationnement. Car il s'agit non seulement de la satisfaction des besoins élémentaires, mais en même temps d'une réduction radicale du temps du travail.

Si beaucoup de productions sont à éliminer pour sauver le climat et la terre, si la production énergétique doit être sensiblement réduite, si la production agricole doit fonctionner sans monocultures, la productivité du travail ne sera pas augmentée de manière spectaculaire... Mais sans réduction radicale du temps de travail et sans bien-être matériel pour tout le monde, la démocratie socialiste ne fonctionnera pas. Tout ceci est donc à repenser.

Stratégie

Au sein du système capitaliste, l'auto-organisation démocratique des salarié-es se développe par la lutte collective contre le capital et son État. Mandel nous invite à concevoir une lutte qui s'étend et se généralise, comme en Wallonie en 1960-1961. C'est en fait l'idée d'une grève générale insurrectionnelle. Les nécessités mêmes de la lutte, si elle est menée de manière conséquente, mènent à l'extension du mouvement et à la multiplication des tâches qu'il se fixe, incluant jusqu'à celles liées à la sécurité publique. Les organes démocratiquement élus des grévistes commencent à disputer aux organes de l'État bourgeois les droits de souveraineté et de représentation légitime. C'est comme ça que de simples comités de grève peuvent évoluer pour devenir des conseils, des « soviets », c'est-à-dire des organes naissant par en bas d'un État alternatif. Apparaît ainsi d'abord une situation de double pouvoir, qui après un certain délai devra être dénouée, soit dans le sens du rétablissement de la pleine autorité de l'État bourgeois, soit au profit de la conquête du pouvoir par les conseils centralisés démocratiquement.

Politiquement, la classe ouvrière n'est pas homogène. En temps normaux, les révolutionnaires n'y représentent qu'une minorité. Dans le cadre d'une auto-activité solidaire large développée dans la lutte des classes, les temps ne sont pas nor-

À lire absolument !



Ernest Mandel (1923-1995)

maux. Les masses ouvrières n'apprennent pas beaucoup dans la passivité et l'atomisation, mais beaucoup et vite dès qu'elles se créent des espaces d'activité collective autodéterminés. Le courant révolutionnaire doit chercher, dans le cadre d'un tel mouvement large, à gagner de plus en plus de soutien à ses idées générales et ses propositions pratiques pour que celles-ci deviennent majoritaires dans les conseils.

Pour y arriver, les révolutionnaires doivent chercher à appliquer tout un arsenal de concepts stratégiques élaborés par le mouvement communiste du début des années 1920, perdus sous le règne du stalinisme, mais sauvegardés et actualisés constamment par la IV^e Internationale :

- **La politique de front unique** : action commune avec les partis et organisations réformistes pour des revendications et des buts concrets.

- **Les revendications transitoires** : elles partent de la conscience et des problèmes ressentis par la masse des ouvrières et ouvriers pour proposer des solutions solidaires (comme la réduction du temps de travail sans perte de salaire, avec embauche proportionnelle et contrôle ouvrier sur les conditions de travail, comme l'interdiction des licenciements, etc.) qui ne sont pas, dans leur dynamique, compatibles avec le système capitaliste.

- **La construction d'un parti révolutionnaire** : celui-ci regrouperait l'avant-garde ouvrière et sociale large, toutes celles et tous ceux qui mènent le combat constamment, et pas seulement aux moments des soulèvements des larges masses.

- **L'organisation de la mémoire et de la réflexion aux niveaux national et international**, pour que les expériences vécues dans une période d'essor du mouvement ne soient pas perdues en période de reflux et puissent servir à l'orientation lors de nouveaux élans du mouvement de masse.

La stratégie socialiste d'Ernest Mandel était organiquement internationaliste. Il plaçait pour l'appréciation de la situation sociale et politique en partant du niveau mondial, de ses marchés, de ses moyens coercitifs, des inégalités criantes que le capitalisme creuse, mais aussi des potentialités de résistance, des mouvements divers à caractère émancipateurs au niveau international. Pour les pays pauvres et dépendants, il défendait la stratégie de la révolution permanente, pour laquelle les tâches de la révolution démocratique et indépendantiste ainsi qu'une réforme agraire radicale ne peuvent être menées à bout par des forces bourgeoises et nécessitent donc la prise du pouvoir par la classe ouvrière alliée à la masse des couches

dépossédées et opprimées, s'insérant par là dans le processus de la révolution socialiste mondiale.

Analyse de la bureaucratie

Les organisations de masse ouvrières (associations, syndicats, partis) créées au sein du capitalisme ne peuvent pas se passer de permanents. Il faut des organisateurs, des journalistes et politiciens professionnels etc. pour faire fonctionner de telles organisations ainsi que leur représentation parlementaire. Ernest Mandel en était bien conscient. Mais il soulignait le prix à payer pour cela : l'ascension d'une couche bureaucratique privilégiée au sein des organisations ouvrières qui développe des intérêts propres et devient de plus en plus conservatrice. Elle se lie avec les couches les plus aisées du salariat, hait la révolution « *comme l'enfer* » (Friedrich Ebert), canalise et sabote les mouvements qui pourraient mettre en cause la marche « *routinière* » de la domination capitaliste de la société.

Contre ces bureaucraties, Mandel proposait la construction de courants de gauche, de lutte de classe, surtout au sein des syndicats, qui proposent une alternative de choix stratégiques et personnels aux orientations réformistes-conservatrices des directions bureaucratiques. Il était clair pour lui que les alternatives de gauche ne pourraient prendre le dessus que dans le cadre de mouvements de masse larges et combatifs. La première tâche des révolutionnaires est donc de tout faire pour promouvoir, encourager, soutenir tout élan d'auto-activité collective des salariées et des opprimés. Les organisations ouvrières de masse, au sein du capitalisme, étaient pour Mandel des instruments à double tranchant : incontournables pour faire face au pouvoir des patrons, leurs associations, leurs partis, et en même temps visant à limiter les luttes aux seules revendications pour le salaire réel, pour des meilleures conditions de travail, pour une meilleure protection sociale dans le cadre du capitalisme. Ainsi autolimitées, ces organisations renoncent souvent à aller au-delà d'un succès s'avérant uniquement symbolique. Pour en faire des instruments efficaces dans le sens des intérêts immédiats des salariées, il faut organiser leur rupture avec leur politique de collaboration de classe et de paix sociale.

Les bureaucraties des syndicats et des partis ouvriers, plus ou moins adaptés aux États démocratiques parlementaires bourgeois, maintiennent un mode d'organisation plus ou moins autoritaire, non démocratique, étouffant les initiatives de la base, combattant de manière acharnée les opposants

de gauche. Les régimes bureaucratiques de partis-États fusionnés au pouvoir, dans les pays du dit « *socialisme réel* », étaient eux carrément oppresseurs. La bureaucratie de l'URSS avait amené au pouvoir la fraction de Staline qui était le représentant approprié de cette couche privilégiée bureaucratique. Pour défendre ses intérêts matériels, cette bureaucratie voulait avant tout rompre avec le passé révolutionnaire du bolchévisme et avec l'idée même de la révolution mondiale. C'est pourquoi le concept du « *socialisme dans un seul pays* » et une politique de pouvoir d'État ont remplacé la stratégie de la révolution permanente et l'internationalisme conséquent de la jeune Internationale Communiste.

La critique marxiste-révolutionnaire de ces régimes-là n'est pas la même que la critique faite par les idéologues bourgeois. Bien sûr, il faut dénoncer les crimes terribles de Staline et de sa clique, mais en même temps il faut comprendre le caractère nettement conservateur du « *communisme officiel* » établi sous le règne de Staline.

Pour caractériser ces États, Mandel s'appuyait surtout sur les analyses de Trotski, tout en les enrichissant en rendant compte des nouvelles tendances. Le terme d'« *État ouvrier bureaucratiquement dégénéré* » irrite. Déjà Trotski ne l'aimait pas beaucoup et l'employait faute de mieux. En effet, un État ouvrier (même fortement bureaucraté), où la classe ouvrière n'exerce pas le pouvoir et est même dépourvue des droits démocratiques élémentaires, ça veut dire quoi ?

L'argument principal d'Ernest Mandel, suivant Trotski, était le fait que certains acquis de la révolution d'octobre de 1917 étaient restés en place : ni les moyens de production ni la force de travail n'étaient des marchandises ; la loi de la valeur et le marché ne dominaient pas l'économie, qui était planifiée ; l'État détenait encore le monopole du commerce extérieur. C'étaient des sociétés non capitalistes de transition au socialisme, bien que bureaucratiquement pétrifiées. Il fallait donc, au niveau des tâches, combiner la défense des éléments non capitalistes contre toute tentative de restauration du capitalisme par l'intérieur ou l'extérieur avec le renversement révolutionnaire du pouvoir politique de la bureaucratie pour revenir à une démocratie socialiste des conseils.

Le processus de la rupture du monolithisme stalinien et de la crise du stalinisme, puis du post-stalinisme était encourageant pour Mandel et pour la IV^e Internationale, mais aussi plein de défis théoriques et programmatiques. Après l'écroulement de l'URSS et des régimes alliés ou semblables en



Europe, Mandel salua fortement que la « *chape de plomb* » stalinienne avait sauté, et il voyait déjà ouvert un processus révolutionnaire dans le sens de la révolution politique espérée et d'un retour de l'aspiration à une démocratie socialiste authentique au niveau des masses. Il y avait des signes allant dans ce sens, mais les espoirs de Mandel se sont brisés sur la réalité du processus de la restauration capitaliste et de la victoire triomphante de « *l'Occident* » capitaliste dans la « *guerre froide* », ce qui était évidemment une défaite de taille pour la classe ouvrière au niveau planétaire.

Dans son grand livre sur la bureaucratie *Power and Money* (6) Ernest Mandel écrivait, de manière autocritique, que « *le marxisme révolutionnaire* » (et donc lui-même) avait sous-estimé les effets dévastateurs des décennies de règne stalinien et poststalinien sur les consciences ouvrières. Par ailleurs, il avait aussi surestimé le potentiel de résistance à la restauration du capitalisme au sein de la bureaucratie dominante elle-même. Ce sont là des éléments importants, mais qui ne suffisent pas à mettre fin à ce débat.

Le chapitre vraiment original de ce livre porte sur le « *substitutisme* » et il est d'un intérêt tout particulier pour les révolutionnaires. Car si l'idéologie substitutiste est caractéristique des directions des grands appareils bureaucratiques – qui veulent justifier leur tendance constante à agir au nom et la place des salarié-es –, les dirigeantes et dirigeants révolutionnaires, dans certaines circonstances, sont aussi tentés par le substitutisme. Mandel en donne des exemples convaincants

non seulement pour Lénine et Trotski, mais aussi pour Luxemburg et Gramsci ! Et il montre que c'est le degré d'activité autonome de la classe ouvrière et des opprimé-es qui est le facteur déterminant. Si ce degré est très bas, le substitutisme de tout genre (parlementaire, caudilliste, terroriste, propagandiste...) l'emporte souvent.

Et Ernest Mandel en conclut une fois de plus que la tâche principale des révolutionnaires, c'est de tout faire pour encourager et promouvoir l'auto-activité de la classe ouvrière et des masses opprimées en général.

À débattre

L'apport théorique d'Ernest Mandel est trop riche pour être soumis à un examen critique dans ces quelques lignes. Il faut me limiter à soulever trois points d'interrogation et inviter à lire mon livre. Une question visant au cœur du marxisme révolutionnaire, c'est l'actualité de la révolution socialiste mondiale subsiste-t-elle au XXI^e siècle, et la classe ouvrière n'aurait-elle pas perdu son potentiel à diriger un tel processus révolutionnaire ? Déjà Trotski avait ressenti des doutes là-dessus en expliquant que si la classe ouvrière soviétique s'avérait incapable de renverser le pouvoir de la bureaucratie pour rétablir son propre pouvoir de classe, le programme de transition perdrait son sens et devait être remplacé par un nouveau programme minimum pour la défense des intérêts élémentaires des masses réduites à l'esclavage. Et aujourd'hui ? La preuve n'est pas faite que la reconstruction d'un mouvement ouvrier

émancipateur et révolutionnaire reste possible. Les nouveaux élans, à commencer par l'essor du PT au Brésil au début des années 1980 se sont régulièrement brisés, jusqu'à maintenant...

Le marxisme d'Ernest Mandel mérite d'être discuté. Quelle a été sa dialectique entre un marxisme « ouvert » et en même temps penchant vers certaines orthodoxies (« *marxiste* », « *léniniste* », « *trotskiste* ») ? Sa recherche de cohérence d'ensemble de la doctrine était-elle liée au besoin de sauvegarder et de renforcer la cohésion de sa propre organisation minoritaire ? Soit dit en passant, son marxisme – en termes philosophiques sa vue du monde (*Weltanschauung*) – emprunte beaucoup aux écrits de popularisation d'Engels et de Plekhanov, qui avaient plus ou moins inventé la « *doctrine marxiste* ». C'est aussi un marxisme prométhéen du mouvement ouvrier classique lié à une forte croyance dans le progrès scientifique, technologique et social et dans la potentialité créatrice de la classe ouvrière, capable de résoudre les problèmes les plus difficiles.

Ernest Mandel n'avait pas aimé qu'on dise de lui qu'il était, souvent, trop « *optimiste* ». Il avait acquis une forte confiance en lui en prédisant des évolutions dans les années 1960 et 1970 qui se sont réalisées – pas toutes, mais quand même – de manière assez convaincante. Il restait toujours à l'affût du développement de mouvements à potentiel émancipateur n'importe où dans le monde. Parfois, il surestimait les potentiels révolutionnaires, ou il sous-estimait les difficultés.

Déjà à 23 ans il voyait Abraham Léon comme un modèle lorsqu'il incitait ses camarades à « *voir derrière chaque raison pour le désespoir une raison pour l'espoir* ». Comment mener le combat révolutionnaire contre le nazisme et la guerre en plein minuit du XX^e siècle et en même temps garder son élan humaniste sans une telle force morale admirable ? À ce point-ci il est de coutume de citer Antonio Gramsci. Pour changer un peu, je vais, pour conclure, citer Robert Merle qui dit de son héros masculin, le delphinologue Sevilla : « *Il n'était pas assez naïf pour penser qu'une cause triomphe parce qu'elle est juste, mais il ne pouvait pas se payer le luxe d'être pessimiste.* » (7) ■

6. Ernest Mandel, *Power and Money, A Marxist Theory of Bureaucracy* (le Pouvoir et l'argent, une théorie marxiste de la bureaucratie), Verso, London-New York 1992 (Une traduction française doit enfin paraître cette année à la Nouvelle librairie La Brèche).

7. Robert Merle, *Un animal doué de raison*, Gallimard, Paris 1967.

L'économie d'Ernest Mandel, hier et aujourd'hui

Par
Michel Husson*

Un quart de siècle après la mort d'Ernest Mandel, cet article n'est pas conçu comme un hommage. Dans l'esprit du marxisme vivant qui était le sien, on se bornera plutôt à montrer en quoi ses écrits économiques sont toujours d'actualité, tout en esquissant les questions, anciennes ou nouvelles, qu'ils suggèrent (1).

La diffusion du marxisme

Mandel a joué un rôle clé dans la diffusion d'un marxisme débarrassé de ses oripeaux stalinien, toujours soucieux d'établir un lien entre les analyses économiques et

l'action militante. Sa première contribution importante est le *Traité d'économie marxiste* (2) paru en 1962. Cette synthèse a bénéficié d'une large diffusion internationale et contribué au renouveau d'un marxisme vivant, débarrassé du dogmatisme et soucieux d'intégrer les développements récents. Le chapitre XI consacré aux crises périodiques en donne un bon exemple : Mandel y esquisse déjà une synthèse entre les théories fondées sur la sous-consommation et sur la disproportionnalité, en se référant aux contributions d'économistes tels que Harrod, Kuznets, Samuelson, Goodwin, Kalecki ou Joan Robinson. Il trouve qu'elles sont « *excessivement simplifiées* » mais qu'elles « *apportent cependant des matériaux importants* ».

En 1963, Mandel donne une série de conférences durant un week-end de formation organisé par la Fédération de Paris du Parti socialiste unifié (PSU) en 1963. Ces conférences donneront lieu à une brochure, *Initiation à la théorie économique marxiste* (3), qui connaîtra plusieurs rééditions. Même s'il mériterait évidemment d'être actualisé, il s'agit d'un texte remarquable, très pédagogique, et très révélateur du souci constant de Mandel de construire des ponts entre la théorie la plus exigeante et la formation des militants.

En 1967, Mandel publie la *Formation de la pensée économique de Karl Marx* (4). Ce livre avait notamment l'intérêt de faire connaître une œuvre fondamentale de Marx – les *Grundrisse* – avant même que soit disponible la première traduction française de Roger Dangeville. Il faut lire en particulier le chapitre consacré à la « *dialectique du temps de travail et du temps libre* » qui est une introduction parfaite à la thématique de la réduction du temps de travail.

On a compris que Mandel s'attachait à diffuser la pensée économique de Marx, toujours avec le souci d'en offrir une version non dogmatique. Ce n'est donc pas un hasard si c'est à lui qu'on a demandé de préfacier l'édition anglaise du *Capital* (Penguin) et on mesure au passage la notoriété de Mandel dans le monde anglo-saxon (5).

Malheureusement, ces introductions aux trois livres du *Capital* ne sont pas disponibles en français, alors qu'elles ont été traduites en espagnol et réunies dans un livre intitulé *El Capital. Cien Años de Controversias En Torno a la Obra de Karl Marx* (6). Elles constituent une remarquable introduction à l'œuvre majeure de Marx.

Le problème de la « transformation »

On peut en extraire un passage consacré au problème dit de la transformation des valeurs en prix. Cette question théorique a son importance parce qu'elle a donné lieu à une critique de la théorie de la valeur de Marx : il y aurait une contradiction insurmontable entre le livre I du *Capital* (les valeurs sont proportionnelles aux dépenses de travail) et le livre III (les prix sont proportionnels aux capitaux avancés).

La réponse de Mandel consiste à récuser l'hypothèse fondamentale des critiques de Marx selon laquelle les prix de production des *inputs* (ce qui entre dans la production) sont identiques aux prix des *outputs* (ce qui est produit) : « *les inputs des cycles de production actuels sont des données, qui sont connues au début du cycle, et n'ont pas d'effet rétroactif sur la péréquation des taux de profit entre les différentes branches au cours de ce cycle. Il suffit de considérer qu'ils sont également calculés en prix de production et non pas en valeurs, mais que ces prix de production sont le résultat de la péréquation des taux de profit au cours du cycle précédent, et toute incohérence disparaît (...). Les prix de production des matières premières, comme ceux de tous les inputs utilisés dans la production (...) sont le résultat de la péréquation des taux de profit qui a eu lieu au cours de la période précédente* » (7). En quelques mots, la solution était ainsi livrée. Mais, curieusement, la position de Mandel restera sans suite de sa part : dans l'ouvrage collectif intitulé *Ricardo, Marx, Sraffa* (8), il ne traitera le problème de la transformation que sous l'angle du rôle de l'or et de la monnaie.

* Michel Husson, économiste, a publié récemment : *Créer des emplois en baissant les salaires ?* (Éditions du Croquant, 2015), *Le capitalisme en 10 leçons – Petit cours illustré d'économie hétérodoxe* (La Découverte, 2012), *Un pur capitalisme* (Page Deux, 2008), *les Casseurs de l'État social* (La Découverte, 2003). Ses nombreux articles sont disponibles sur son site web : <http://hussonet.free.fr>

1. Les références aux textes de Mandel munies (pour la plupart) de leurs liens hypertexte, sont disponibles sur cette page : <http://hussonet.free.fr/mandel.htm>.

2. Ernest Mandel (1962), *Traité d'économie marxiste*, UGE 10/18, Paris 1969, Bourgois, 1993. Tome 1 (<http://digamo.free.fr/mandel621.pdf>), Tome 2 (<http://digamo.free.fr/mandel622.pdf>), Tome 3 (<http://digamo.free.fr/mandel623.pdf>), Tome 4 (<http://digamo.free.fr/mandel624.pdf>).

3. Ernest Mandel, *Initiation à la théorie économique marxiste* (3^e édition revue et augmentée, EDI, Paris 1983) : <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/initiation-a-la-theorie-economique>

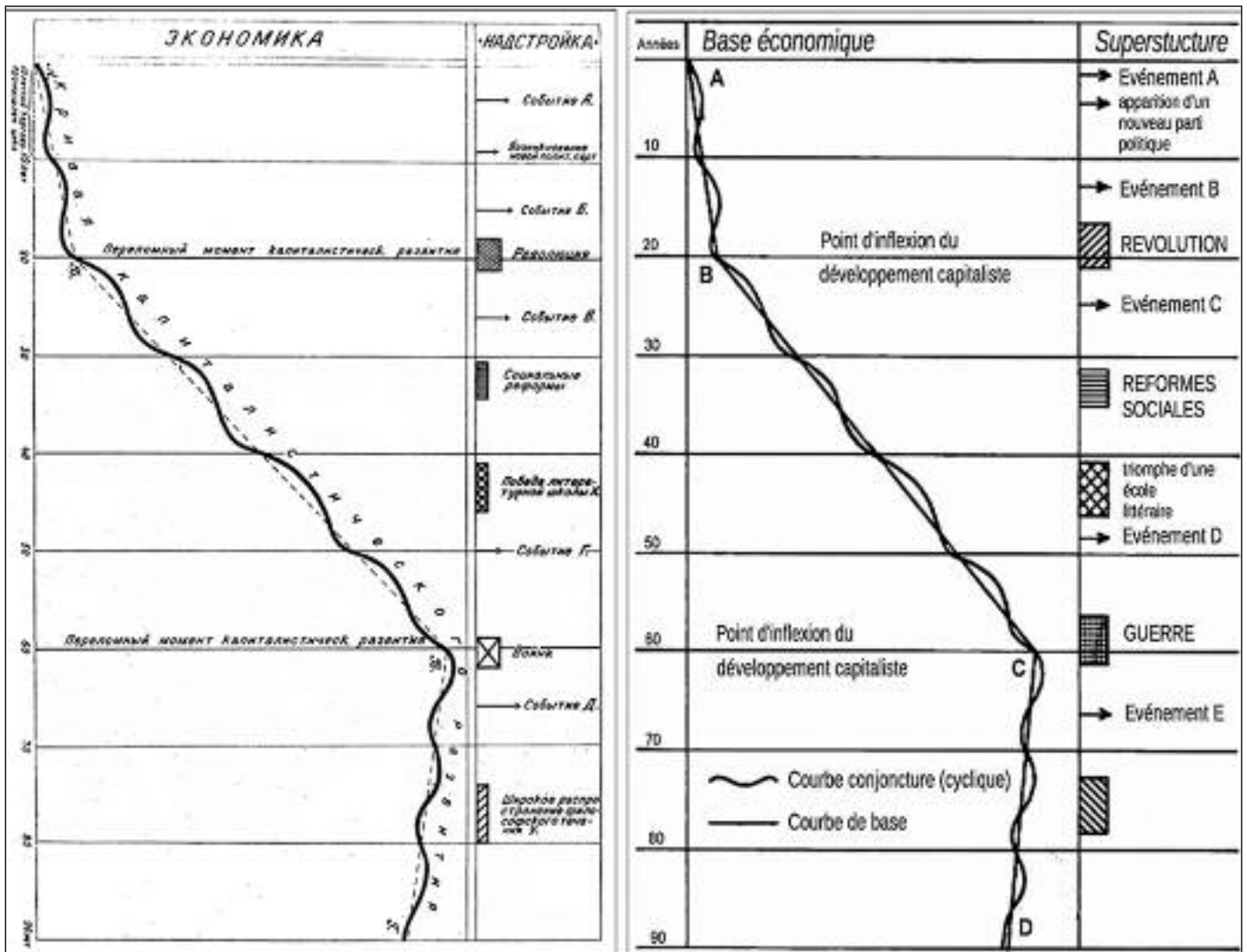
4. Ernest Mandel (1967), *la Formation de la pensée économique de Karl Marx*, <http://pombo.free.fr/mandel1967.pdf>

5. Voir : <http://digamo.free.fr/mandelik.pdf>

6. Ernest Mandel, *El Capital – Cien Años de Controversias En Torno a la Obra de Karl Marx*, Siglo veintiuno editores, Mexico 1985 : <http://www.proglo-code.unam.mx/sites/proglo-code.unam.mx/files/docencia/Mandel - El capital 100 años de controversia en torno a la obra de Karl Marx.pdf>

7. Voir l'extrait « *Le problème de la transformation* », notre traduction : <http://gesd.free.fr/mandeltraf.pdf>

8. Ernest Mandel, Alan Freeman (ed.), *Ricardo, Marx, Sraffa*, Verso 1984, <http://digamo.free.fr/mandelfree-man.pdf>



La trajectoire du capitalisme

Les performances du capitalisme d'après-guerre (faible chômage, croissance du pouvoir d'achat) allaient à l'encontre des thèses sur l'effondrement inéluctable ou sur la paupérisation du prolétariat défendues par les économistes staliniens. Pour analyser cette nouvelle configuration, Mandel parle de néo-capitalisme (un terme qu'il récusera ultérieurement) mais commence à mobiliser l'idée d'onde longue.

Dès 1963 – dans son *Initiation à la théorie économique marxiste* déjà citée –, Mandel se réfère à Kondratiev puis souligne que « la vague à long terme qui a commencé avec la deuxième guerre mondiale et dans laquelle nous sommes encore – disons la vague 1940-1965 ou 1940-1970 – a, au contraire, été caractérisée par l'expansion ». Celle-ci permet « une élévation tendancielle du niveau de vie des travailleurs ». Il y a donc une anticipation clairvoyante du retournement à venir, qui sera précisée dans un remarquable article paru en 1964 dans la revue *les Temps modernes*, intitulé « L'apogée du néo-capitalisme et ses lendemains » (9) où Mandel prédisait la fin pro-

chaine de l'expansion d'après-guerre, que l'on n'appelait pas encore les « Trente Glorieuses ».

Avec la théorie des ondes longues, Mandel renoue avec les élaborations du début du XX^e siècle, notamment celles de Parvus et Trotsky. Nous reproduisons la courbe originale figurant dans l'article de Trotsky de 1923 (10) et sa transcription française. Elle esquisse déjà l'idée clé de la théorie des ondes longues, à savoir que le capitalisme parcourt des périodes historiques : « 20 ans de développement capitaliste très graduel (A-B) ; 40 ans de montée énérgique (B-C) ; 30 ans de crise prolongée et de déclin (C-D) » et Trotsky précise qu'il ne s'agit pas de cycles, comme le pense à tort Kondratiev, car « leur caractère et leur durée sont déterminés non par le jeu interne des forces capitalistes, mais par les conditions externes qui font le lit de leur développement ».

Le taux de profit

Mandel s'est toujours référé à la formulation classique de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. En témoigne par exemple l'exposé qu'il en donne dans son

texte « Variables partiellement indépendantes et logique interne dans l'analyse marxiste classique » : « la hausse de la composition organique du capital conduit à la chute tendancielle du taux moyen de profit (...) À long terme, le taux de plus-value ne peut augmenter proportionnellement au taux d'accroissement de la composition organique du capital, et la plupart des contre-tendances tendent au moins périodiquement (et aussi à très long terme) à être supplantées à leur tour » (11).

9. Ernest Mandel, « L'apogée du néo-capitalisme et ses lendemains », *Les Temps Modernes* n° 219-220, 1964 : <http://gesd.free.fr/mandel64.pdf>

10. Léon Trotsky, « La courbe du développement capitaliste », 1923 ; *Critiques de l'économie politique* n° 20, avril-juin 1975, <https://bit.ly/381H902>

11. Ernest Mandel, « Variables partiellement indépendantes et logique interne dans l'analyse marxiste classique » : <http://gesd.free.fr/mandel85f.pdf> (« Partially independent variables and internal logic in classical Marxist economic analysis », *Social Science Information* 24, 3, 1985 ; reproduit dans Ulf Himmelstrand (ed.), *Interfaces in Economic & Social Analysis*, Routledge, 1992. Ce texte a été publié en annexe de la réédition française du *Troisième Âge du capitalisme* (Les Éditions de la Passion, Paris 1997).

Ernest Mandel (1923-1995)

Cette formulation traditionnelle fait cependant débat, parce que la hausse incontestable de la composition physique du capital (le nombre de « machines » par salarié) n'entraîne pas forcément celle de la composition organique (en valeur) parce qu'entre les deux, il y a la productivité du travail. Il n'en reste pas moins que le déroulé des ondes longues a quelque chose à voir avec le taux de profit. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont se rétablit le taux de profit apporte en même temps une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation du produit.

Le taux de profit est cependant un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme, comme y insistait Mandel. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près « garanti ». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises, plus qu'une tendance à la hausse de la composition organique du capital. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contretendances. Le retournement est endogène, et l'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

En tout cas, Mandel n'a jamais fait de cette loi l'alpha et l'oméga de l'explication des crises. Dans le chapitre de son ouvrage *la Crise : 1974-1982* (12), consacré à cette question, Mandel énumère les causes invoquées par diverses écoles marxistes : « La

suraccumulation des capitaux ? Sans aucun doute (...) La sous-consommation des masses ? Sans aucun doute (...) L'anarchie de la production et la disproportionnalité entre les différentes branches ? Sans aucun doute (...) La chute du taux de profit ? Sans aucun doute. » Concernant cette dernière approche, il précise : « mais pas non plus dans le sens mécaniste du terme qui suggère une chaîne causale rectiligne ». Mandel récusé ainsi clairement toute explication monocausale de la crise et en particulier la baisse tendancielle du taux de profit qui est pour certains marxistes un gage d'orthodoxie.

Dans quelle onde ?

La question qui se pose logiquement est de savoir où nous nous trouvons. Notre réponse est que nous sommes toujours dans l'onde longue récessive amorcée avec la récession généralisée de 1974-75 et enclenchée avec celle de 1981-82. Elle appelle plusieurs précisions.

La première est que la théorie de Mandel n'a jamais postulé que chaque onde longue devait durer entre 25 et 30 ans. Certes, ce fut à peu près le cas pour le passé, mais ce constat n'entraîne pas que ce doit être la règle, tout simplement parce que les ondes longues ne sont pas des cycles. Il faut absolument récuser cette assimilation fautive, que l'on retrouvait par exemple sous la plume de Robert Boyer, l'un des fondateurs de l'école dite de la régulation : « on ne saurait se contenter de l'interprétation assez mécanique proposée par N.D. Kondratiev, récemment reprise par E. Mandel, qui représente l'histoire du capitalisme comme la succession de vagues de forte puis de faible accumulation de durée approximative d'un quart de siècle (...) Aucun principe téléologique ne vient garantir ni la succession méca-

nique de phases ascendantes, puis descendantes, ni le passage automatique d'un régime d'accumulation principalement extensif à un régime à dominante intensive » (13).

Il s'agit là d'une grossière erreur de lecture, à comparer avec ce qu'expliquait Mandel dans la première version de 1980 de son livre sur les ondes longues : « L'émergence d'une nouvelle onde longue expansive ne peut donc pas être considérée comme un produit endogène – plus ou moins spontané, mécanique, autonome – de l'onde longue dépressive précédente, quelles que soient la durée et la gravité de celle-ci. Ce ne sont pas les lois de développement du capitalisme, mais les résultats de la lutte des classes pendant toute une période historique qui déterminent ce tournant décisif. En d'autres termes, notre thèse se présente comme suit : le développement historique passe par une dialectique des facteurs objectifs et subjectifs, au sein de laquelle les facteurs subjectifs se caractérisent par une relative autonomie. Ils ne sont pas directement et inévitablement prédéterminés par ce qui s'est produit antérieurement du point de vue des tendances fondamentales de l'accumulation du capital, des tendances du changement technologique, ou de l'impact de ces tendances sur le processus d'organisation du travail lui-même. » (14)

Ou pour résumer : « les ondes longues sont plus que de simples mouvements de hausse et de baisse du taux de croissance des économies capitalistes. Ce sont, au plein sens du terme, des périodes historiques spécifiques. »

C'est de ce point de vue qu'il faut analyser la trajectoire du capitalisme depuis le tournant des années 1980. Certes, le taux de profit s'est rétabli, en tout cas jusqu'à la crise de 2008, mais cela ne suffit pas. Rien n'est plus étranger en effet à la théorie que

12. Ernest Mandel, *La Crise : 1974-1982, les faits, leur interprétation marxiste*, Flammarion, Paris 1982.

13. Robert Boyer, « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série n°7-8, 1979, <https://bit.ly/3819QdN>

14. Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development, A Marxist Interpretation*, Cambridge University Press 1980 (<https://libcom.org/files/ernest-mandel-long-waves-of-capitalist-development-a-marxist-interpretation.pdf>) En français : Ernest Mandel, *Les ondes longues du développement capitaliste*, Coédition Syllepse (Paris), M Éditeur (Québec) et Léon Lesoil (Bruxelles) 2014.



de postuler qu'il suffit d'atteindre un certain seuil de rentabilité pour enclencher une nouvelle phase expansive. Ce qui est nouveau, c'est que ce rétablissement du taux de profit (que certains auteurs marxistes contestent) ne s'est pas accompagné d'une reprise de l'accumulation, de la croissance ou des gains de productivité. Ce dernier point est à nos yeux primordial : le ralentissement, voire l'épuisement des gains de productivité, est l'indicateur le plus significatif d'une perte de dynamisme du capital.

Or, ces gains de productivité sont permis par l'introduction d'innovations technologiques majeures. Dans la théorie des ondes longues, il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques, sans que cette mise en relation puisse se ramener à une vision inspirée de Schumpeter où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde longue. De ce point de vue, les mutations liées aux nouvelles technologies constituent à n'en pas douter un nouveau « *paradigme technico-économique* » mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive. C'est tout le débat sur la stagnation séculaire, qui part du constat que les innovations considérables dans tous les domaines n'engendrent pas de gains de productivité.

L'automatisation

Certains imaginent que les nouvelles technologies sont porteuses d'un potentiel de gains de productivité, qui impliquerait par ailleurs de fortes réductions d'emplois. En admettant que ce pronostic se vérifie, il faudrait s'interroger sur le modèle social associé à ces transformations. Sur ce point, il est utile de se référer à un texte essentiel de Mandel, qui date de 1986 : « *Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail humain* » (15). Il esquisse un tableau très pessimiste – mais assez prémonitoire – des effets de l'automatisation capitaliste, en évoquant la perspective d'une « *société duale qui diviserait le prolétariat actuel en deux groupes antagoniques : ceux qui continuent à participer au processus de production de la plus-value, c'est-à-dire au processus de production capitaliste (avec une tendance à la réduction des salaires) ; ceux qui sont exclus de ce processus, et qui survivent par tous les moyens autres que la vente de leur force de travail aux capitalistes ou à l'État bourgeois : assistance sociale, augmentation des activités "indépendantes", paysans parcellaires ou artisans, retour au travail domestique, communautés "ludiques", etc., et qui achètent des marchandises capitalistes sans en produire.*



Une forme transitoire de marginalisation par rapport au processus de production "normal" se trouve dans le travail précaire, le travail à temps partiel, le travail au noir qui touchent particulièrement les femmes, les jeunes travailleurs, les immigrés, etc. »

Mandel et le coronavirus

Cet anachronisme est délibéré : il veut souligner que l'intérêt des ouvrages économiques de Mandel ne réside pas seulement dans les analyses qu'ils proposent mais aussi dans les outils méthodologiques qu'ils nous offrent. C'est pourquoi leur lecture, ou relecture, reste utile un quart de siècle après la disparition de Mandel.

La théorie des ondes longues repose en grande partie sur la distinction entre facteurs endogènes (qui renvoient au fonctionnement « *normal* » du système et à ses contradictions internes) et facteurs exogènes (qui sont d'une certaine manière extérieurs au système). Mandel a consacré une grande partie de ses réflexions sur cette distinction, et on renvoie ici au texte de Francisco Louça, « *Ernest Mandel et la pulsation de l'histoire* » (16). Mais cette discussion reste d'actualité : faut-il ou non considérer la crise du coronavirus comme une crise exogène ?

Dans un article récent (17), Philippe Légé répond positivement à cette question.

Tous les chocs exogènes infligés au capitalisme ne lui confèrent pas pour autant la possibilité de rebondir vers une nouvelle phase expansive. Certes, le capitalisme va devoir réagir pour revenir à une forme de *business as usual*. Son objectif va être évidemment de rétablir son taux de profit, puisque tel est son unique baromètre. Gel ou baisse des salaires et des dépenses sociales, automatisation accélérée, réduction des effectifs : on voit bien dans quel sens s'orien-

te déjà la reprise. Mais ces réactions, qui sont en quelque sorte les réflexes propres au capitalisme, ne vont en rien réduire les contradictions déjà à l'œuvre avant même l'éclatement de la crise.

Il faut à nouveau mobiliser ici l'apport de Mandel : pour qu'émerge une onde expansive, il ne suffit pas que le taux de profit se rétablisse ou qu'apparaissent des innovations technologiques. Il faut que se mette en place un ordre productif qui assure les conditions de reproduction du système. Or, ces conditions ne sont pas réunies, pour une raison essentielle à nos yeux, à savoir l'épuisement des gains de productivité. Faute de retrouver ce qui est sa force propulsive et la source d'une relative légitimité, le capitalisme est condamné à une reproduction instable et fondamentalement antisociale. C'était vrai avant le virus, ça l'est encore plus après.



Ernest Mandel et Ernesto Che Guevara, 1963

15. Ernest Mandel, « *Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail humain* », *Quatrième Internationale* n° 20, mai 1986 : <http://digamo.free.fr/mandelq186.pdf>

16. Francisco Louça, « *Ernest Mandel et la pulsation de l'histoire* » : <http://acdc2007.free.fr/louca2003.pdf> (élaboré à l'occasion d'une conférence donnée en novembre 2003, ce texte est reproduit dans : Ernest Mandel, *Les ondes longues du développement capitaliste*, op. cit. note 14).

17. Philippe Légé, « *Une crise mixte aux conséquences décisives* », juin 2020, <https://bit.ly/3eCvyXU>

Ernest Mandel (1923-1995)

➔ **Suite de la p. 36** logique, c'est en fonction de calculs de rentabilité privée de certaines firmes... » (3) Dans certains passages Mandel semble croire à une neutralité de la technologie moderne : « il n'est simplement pas vrai que la technique industrielle moderne tend inévitablement à détruire l'équilibre écologique ». Mais par la suite il reconnaît que la technologie actuelle, la technologie industrielle moderne réellement existante – par exemple celle imposée par les trusts chimiques comme Monsanto – est dangereuse et nuisible. Il insiste simplement que cette orientation technique n'est pas la seule possible : dans une perspective socialiste on donnerait « la priorité au développement d'une autre technologie, tendue tout entière vers l'épanouissement harmonieux de l'individu et la conservation des ressources naturelles, et non vers la maximisation des profits privés ». La solution n'est donc pas d'imposer la pénurie, l'ascèse, la réduction drastique du niveau de vie – comme le proposent les experts du MIT dans leur rapport au Club de Rome – mais plutôt de planifier la croissance, en la soumettant à « une série de priorités clairement établies, qui échappent entièrement aux impératifs du profit privé ». L'option de « croissance zéro », notamment dans les pays sous-développés, est inacceptable. L'alternative socialiste que propose Mandel c'est de transformer radicalement les structures économiques et sociales, créant ainsi les conditions pour un rétablissement de l'équilibre écologique. Dans une société socialiste, la priorité sera accordée à la satisfaction des besoins de base pour tous les êtres humains et à la recherche de technologies nouvelles qui reconstituent les réserves de ressources naturelles rares. La qualité de vie, le temps libre, la richesse des rapports sociaux, deviendront bien plus importants que « l'accroissement du revenu national brut » (4).

Par la suite, cette problématique sera très présente dans les écrits d'Ernest Mandel : par exemple, dans le manifeste *Socialisme ou Barbarie au seuil du XXI^e siècle* de la IV^e Internationale (1993), il y a une section dédiée au rapport entre socialisme et écologie. L'auteur reconnaît les faiblesses du mouvement ouvrier dans ce domaine, l'échec flagrant des sociétés post-capitalistes bureaucratiques et la dette des marxistes envers les

écologistes. Mais il maintient le cap sur l'alternative socialiste : « une lutte efficace contre la pollution, une défense systématique de l'environnement, une recherche constante de produits de substitution aux ressources naturelles rares, une stricte économie dans l'emploi de celles-ci, réclame donc que les décisions d'investissement et de choix des techniques de production soient arrachées aux intérêts privés et transférées à la collectivité qui les opère démocratiquement » (5). L'insistance sur les « ressources naturelles rares » – déjà présente dans l'article de 1972 – est une limitation évidente : l'enjeu écologique dépasse de loin cet aspect économique.

« Appropriation » ou subversion de l'appareil productif ?

Si l'option socialiste de Mandel me paraît toujours d'actualité, il me semble nécessaire d'aller quelques pas plus loin, aussi bien dans la critique de l'héritage marxien que dans la radicalité de la rupture avec le paradigme techno-productif existant. Il faut intégrer les acquis de l'écologie au cœur même de la démarche socialiste : en d'autres termes, viser une alternative écosocialiste.

Un certain marxisme classique – utilisant quelques passages de Marx et d'Engels – part de la contradiction entre forces et rapports de production, et définit la révolution sociale comme la suppression des rapports de production capitalistes, devenus un obstacle au libre développement des forces productives. Cette conception semble considérer l'appareil productif comme « neutre », et son développement comme illimité. Dans cette optique, la transformation socialiste consisterait avant tout dans l'appropriation sociale des forces productives créées par la civilisation capitaliste et leur mise au service des travailleurs. Pour citer un passage de l'*Anti-Dühring* d'Engels, cet ouvrage canonique pour des générations de socialistes : dans le socialisme « la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne. » (6)

Il faut critiquer cette perspective, d'un point de vue écosocialiste, en s'inspirant des remarques de Marx sur la Commune de Paris : les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'appareil d'État capitaliste et le mettre à fonctionner à leur service. Ils doivent le « briser » et le remplacer par un autre, de nature totalement distincte, une forme non-étatique et démocratique de pouvoir politique.

Le même vaut, mutatis mutandis, pour l'appareil productif « réellement existant »,

capitaliste : par sa nature et sa structure, il n'est pas neutre, mais au service de l'accumulation du capital et de l'expansion illimitée du marché. Il est en contradiction avec les exigences de sauvegarde de l'environnement et de santé de la force de travail. Par son fonctionnement et sa logique, il ne peut qu'aggraver la pollution, la destruction de la diversité biologique, la suppression des forêts, le bouleversement catastrophique du climat. Il faut donc le « révolutionner », en transformant radicalement sa structure. Cela peut signifier, pour certaines branches de la production – les centrales nucléaires par exemple – de le « briser ». En tout cas, les forces productives elles-mêmes doivent être profondément modifiées, en fonction de critères sociaux et écologiques.

Cela signifie tout d'abord, une révolution énergétique, le remplacement des énergies non renouvelables et responsables de la pollution et de l'empoisonnement de l'environnement – charbon, pétrole et nucléaire – par des énergies « douces » et renouvelables : eau, vent, soleil.

Mais c'est l'ensemble du mode de production et de consommation – fondé par exemple sur la voiture individuelle et d'autres produits de ce type – qui doit être transformé, ensemble avec la suppression des rapports de production capitalistes et le commencement d'une transition au socialisme. Il va de soi que chaque transformation du système productif ou des transports – remplacement progressif de la route par le train – doit se faire avec la garantie du plein-emploi de la force de travail.

Quel sera l'avenir des forces productives dans cette transition au socialisme – un processus historique qui ne se compte pas en mois ou années ? Deux écoles s'affrontent au sein de ce qu'on pourrait appeler la gauche écologique :

- L'école optimiste, selon laquelle, grâce au progrès technologique et aux énergies douces, le développement des forces productives socialistes peut connaître une expansion illimitée, visant à satisfaire « chacun selon ses besoins ». Cette école ne prend pas en compte les limites naturelles de la planète et finit par reproduire – sous l'étiquette « développement durable » – le modèle socialiste ancien.

- L'école pessimiste, qui, partant de ces limites naturelles, considère qu'il faut limiter, de manière draconienne, la croissance démographique et le niveau de vie des populations. Il faudrait réduire de moitié la consommation d'énergie, au prix du renoncement aux maisons individuelles, au chauffage, etc. Comme ces mesures sont fort impopulaires, cette école caresse, parfois, le rêve d'une

3. E. Mandel, « Dialectique de la croissance », *Mai* n° 26, 1972, p. 11.

4. Ibid. pp. 12-14.

5. *Socialisme ou barbarie au seuil du XXI^e siècle*, supplément à *Inprecor*, juillet 1993, p. 14-15.

6. F. Engels, *Anti-Dühring*, Éditions Sociales, Paris 1950, p. 318.

« dictature écologique éclairée ».

Il me semble que ces deux écoles partagent une conception purement quantitative du développement des forces productives. Il y a une troisième position, qui me paraît plus appropriée – vers laquelle Mandel semblait tendre – dont l'hypothèse principale est le changement qualitatif du développement : mettre fin au monstrueux gaspillage de ressources par le capitalisme, fondé sur la production, à grande échelle, de produits inutiles ou nuisibles : l'industrie d'armement est un exemple évident. Il s'agit donc d'orienter la production vers la satisfaction des besoins authentiques, à commencer par ceux que Mandel désignait comme « bibliques » : l'eau, la nourriture, le vêtement, le logement.

Comment distinguer les besoins authentiques de ceux artificiels et factices ? Ces derniers sont induits par le système de manipulation mentale qui s'appelle « publicité ». Pièce indispensable au fonctionnement du marché capitaliste, « la pub » est vouée à disparaître dans une société de transition au socialisme, pour être remplacé par l'information fournie par les associations de consommateurs. Le critère pour distinguer un besoin authentique d'un autre artificiel, c'est sa persistance après la suppression de la publicité.

La voiture individuelle, par contre, répond à un besoin réel, mais dans un projet écosocialiste, fondé sur l'abondance des transports publics gratuits, celle-ci aura un rôle bien plus réduit que dans la société bourgeoise, où elle est devenue un fétiche marchand, un signe de prestige et le centre de la vie sociale, culturelle, sportive et érotique des individus.

Certes, répondront les pessimistes, mais les individus sont mus par des désirs et des aspirations infinies, qu'il faut contrôler et refouler. Or, l'écosocialisme est fondé sur un pari, qui était déjà celui de Marx et sur lequel Mandel insistait souvent : la prédominance, dans une société sans classes, de « l'être » sur « l'avoir », c'est-à-dire la réalisation personnelle, par des activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que le désir d'accumulation à l'infini de biens et de produits. Ce dernier est induit par l'idéologie bourgeoise et la publicité et rien n'indique qu'il constitue une « nature humaine éternelle ».

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de conflits, entre les exigences de la protection de l'environnement et les besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et les nécessités du développement, notamment dans les pays pauvres. C'est à la démocratie socialiste, libérée des impératifs du capital et du « marché », de résoudre ces contradictions. ■

Non à la répression policière des antiracistes !

La IV^e Internationale condamne la répression et la violence commises le 8 juin dans le centre de Colombo lors d'une manifestation organisée par le Frontline Socialist Party (FSP). Il s'agissait d'un rassemblement populaire devant l'ambassade étatsunienne pour protester contre l'assassinat de George Floyd et manifester la solidarité avec les manifestations antiracistes. Les manifestant-es ont été brutalement attaqués et des dizaines ont été arrêtés. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient 53 militant-es du FSP, ainsi que des dizaines d'autres. Lors des protestations contre cette répression, des dizaines d'autres ont été arrêtés. La police a attaqué avec brutalité et plusieurs personnes ont dû être hospitalisées.

Cette répression doit être considérée dans le contexte plus large du comportement de plus en plus autoritaire du gouvernement sri-lankais. Le gouvernement actuel tente de restreindre les droits des travailleurs et les libertés démocratiques. Il a promis aux membres de la classe capitaliste qui le soutiennent, qu'il serait capable de maintenir « la loi et l'ordre », tout en privatisant les biens publics et en détruisant les services sociaux dans les domaines de l'éducation et des soins de

santé. La répression, comme celle du 8 juin, fait partie de ces « lois » et de cet « ordre » capitaliste. Elle vise à briser la protestation populaire. Nous pouvons nous attendre à une répression accrue alors que la crise sociale et économique mondiale résultant de l'épidémie de Covid-19 s'aggrave. Il est donc d'autant plus important que les forces de gauche et progressistes continuent à se mobiliser, à construire la résistance sociale et à renforcer la solidarité internationale.

La IV^e Internationale se tient aux côtés des mouvements démocratiques et progressistes au Sri Lanka. Nous exprimons notre solidarité avec les militant-es ciblés par la répression policière et demandons l'abandon de toutes les accusations.

18 juin 2020

**Bureau exécutif
de la IV^e Internationale**



Déclaration de la IV^e Internationale sur les prochaines élections au Sri Lanka

Lors des prochaines élections sri-lankaises, le 5 août 2020, Vikramabahu Karunaratne, dit « Bahu », secrétaire général du NSSP, sera candidat du Parti national uni (UNP) dans la circonscription de Kalutara. Il soutient ainsi Ranil Wickremesinghe, ancien Premier ministre et leader de l'UNP. Il est clair que l'UNP est un parti bourgeois, un parti de droite et traditionnellement l'un des partis au pouvoir au Sri Lanka.

Le NSSP est l'une des deux organisations sri-lankaises associées à la IV^e Internationale. Cependant une candidature sur la liste électorale d'un parti comme l'UNP est en contradiction flagrante avec les principes de la IV^e Internationale. Nous ne pouvons pas accepter l'explication du NSSP selon laquelle la candidature de « Bahu » est un exemple de

« front unique » avec les sociaux-démocrates. Car l'UNP n'est pas un parti social-démocrate. Il s'agit d'un parti bourgeois, d'un parti de classe, capitaliste, membre à part entière de l'Union internationale des démocrates, où il siège aux côtés des Républicains des États-Unis, des Conservateurs britanniques et du BJP indien de Narendra Modi.

Nous appelons les forces progressistes du Sri Lanka à ne pas soutenir l'UNP, ni le SLPP ou tout autre parti bourgeois, mais à renforcer les organisations sociales et politiques de la classe ouvrière et du socialisme.

30 juin 2020

**Bureau exécutif
de la IV^e Internationale**

Ernest Mandel et l'écocosocialisme

Par
Michael Löwy*

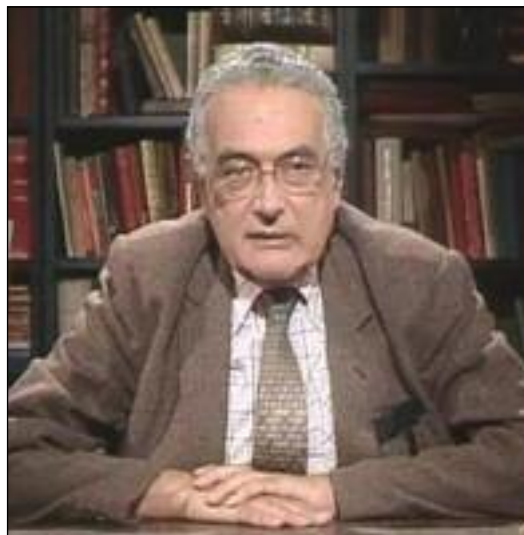
La préoccupation de l'environnement apparaît avec force dans les écrits de Mandel seulement à partir des années 1970. Elle ne figure pratiquement pas, par exemple, dans le *Traité d'économie marxiste* (1962). Il est vrai qu'on trouve déjà, dans cet ouvrage « inaugural », l'idée d'un « arrêt de la croissance » dans le socialisme : « Lorsque la société disposera d'un parc de machines automatiques suffisamment ample pour couvrir tous ses besoins courants (...) il est probable que la "croissance économique" sera ralentie ou même momentanément arrêtée. L'homme complètement libre de tout souci matériel, économique, sera né. » (1)

Les idées écologiques d'Ernest Mandel

C'est donc à partir de 1971-72, après l'apparition des premiers mouvements écologiques et suite à la lecture des ouvrages pionniers d'Elmar Altvater, Harry Rothman et Barry Commoner qu'il va commencer à intégrer la dimension écologique dans ses réflexions. Ainsi, dans le *Troisième Âge du capitalisme* (1972) il est question de la « me-nace croissante que la technique contemporaine, à cause de son instrumentalisation capitaliste, fait peser sur l'environnement » et par conséquent sur « la survie de l'humanité ». Mais il ne s'agit pas d'une problématique centrale dans l'ouvrage : ce ne sont que quelques



références ici ou là, sans que le thème soit traité de façon systématique (2). Il semblerait donc que ce soit le *Rapport du « Club de Rome »* (*Rapport Meadows*, soutenu par



Sicco Mansholt) qui a stimulé chez Mandel le début d'une réflexion plus soutenue sur le thème de l'environnement : ce sera l'objet de l'article « *Dialectique de la croissance* » de novembre 1972, plus tard publié en allemand sous le titre « *Marx, Engels et l'écologie* ». Considérant ce qu'il avait écrit dans le *Traité* sur l'arrêt de la croissance économique dans le socialisme, il est curieux que sa réaction au rapport Meadows soit tellement négative, au point qu'il caractérise les auteurs comme des « *doctrinaires du capitalisme* » prêts à sacrifier tout, même le niveau de vie aujourd'hui encore considéré comme sacré, « *pourvu que la propriété privée et le profit soient sauvegardés* ». Il leur reconnaît quand même le mérite de rappeler l'existence de « *ressources naturelles limitées* » qui rendent impossible la généralisation planétaire du mode de vie de la classe moyenne des États-Unis.

Après avoir rappelé que pour Marx la croissance économique, le développement des forces productives n'était pas un but en soi, mais simplement un moyen pour l'émancipation humaine, Mandel cite un passage important de *l'Idéologie allemande* (1846) sur la transformation, dans le capitalisme, des forces productives en forces destructrices. Ce potentiel destructeur du développement capitaliste des forces productives résulte de la logique même de l'économie de marché fondée sur la recherche du profit : « *si on a choisi certaines techniques plutôt que d'autres, sans tenir compte des effets en matière d'équilibre éco-*

Lire la suite en p. 34 ➔

* Micheal Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écocosocialiste. Né en 1938 à São Paulo (Brésil), il vit à Paris depuis 1969. Directeur de recherche (émérite) au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues dont : *la Pensée de Che Guevara, un humanisme révolutionnaire*, Paris 1970, Maspero et Paris 1997, Syllepse ; *la Théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris 1970, Maspero ; *Paysages de la vérité*

– *Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris 1975, Anthropos ; *The politics of uneven and combined development, The theory of permanent revolution* (les Politiques du développement inégal et combiné, la théorie de la révolution permanente), Londres 1981, Verso ; *Patries ou Planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Lausanne 1997, Éditions Page 2 ; *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris 2001, Presses universitaires de France ;

Franz Kafka, rêveur insoumis, Paris 2004, Stock ; *Écocosocialisme – l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris 2011, Mille et une nuits (nouvelle édition augmentée : Paris 2020, Le temps des cerises) ; *la Cage d'acier : Max Weber et le marxisme weberien*, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017, Éditions de l'éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa*

Luxemburg, l'étincelle incendiaire, Paris 2018, Le temps des cerises ; *la Lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur.

1. E. Mandel, *Traité d'économie marxiste* (1962), UGE 10/18, Paris 1969, tome IV, pp. 185-186.

2. E. Mandel, *le Troisième âge du capitalisme* (1972), Les Éditions de la Passion, Paris 1997, pp. 400, 459.